Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 25 février 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°841 ■

PÉTROLE

Le Brent à plus de 71,5 dollars

P 16

COMMÉMORATION DU DOUBLE ANNIVERSAIRE DU 24 FÉVRIER

L'hommage du Président Tebboune aux travailleurs

Sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie a célébré, hier à Oran, le 70e anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et le 55e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures. Dans un message lu par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, le chef de l'État a rendu un vibrant hommage aux bâtisseurs de la nation tout en traçant les perspectives d'une Algérie économiquement souveraine. P 3

DÉVELOPPEMENT DE L'HYDROGÈNE VERT

L'OAPEC met en avant les efforts de l'Algérie

L'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OAPEC) a mis en avant, dans son dernier rapport publié lundi, les efforts que déploie l'Algérie dans le développement de l'hydrogène vert, une démarche à même de conforter son rôle en tant que partenaire énergétique de l'Europe.

P 2

MÉCANISATION, COOPÉRATIVES AGRICOLES…

Un nouveau cap pour moderniser l'agriculture

Le secteur agricole a occupé une place centrale lors des derniers travaux du Conseil des ministres, où le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé sa volonté d'accélérer la modernisation du monde rural et de lever les obstacles administratifs qui freinent encore son essor. Au cœur des orientations présidentielles : la mécanisation accrue des exploitations et une lutte résolue contre la bureaucratie.

P 5

SONATRACH

Un programme d'exploration « colossal» à l'horizon 2030

Le groupe Sonatrach a tracé un vaste plan d'investissement dans le domaine de l'exploration devant augmenter les activités de prospection du domaine minier national des hydrocarbures, de façon à renouveler les réserves pétrolières et gazières.

P 3

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES (CDER)

Lancement d'un nouveau laboratoire d'Essais pour Onduleurs Photovoltaïques P 2

RELIZANE

Remplissage du barrage de Sidi M'hamed Benaouda à 100 % P 5

RECENSEMENT DES DIPLÔMÉS DES ÉCOLES PARAMÉDICALES PRIVÉES SANS EMPLOI

Le ministère annonce l'ouverture d'une plateforme numérique P 16

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES (CDER)

Lancement d'un nouveau laboratoire d'Essais pour Onduleurs Photovoltaïques

Par Z R.

Le Centre de Développement des Énergies Renouvelables (CDER) a annoncé la mise en service de son nouveau laboratoire d'essais dédié à la performance et au rendement des onduleurs photovoltaïques connectés au réseau. Ce laboratoire est installé au sein de la Plateforme Technologique Photovoltaïque (PVTP) – Laboratoire INV-PV, un projet qui marque une étape importante dans l'amélioration des standards technologiques du secteur photovoltaïque en Algérie.

Le laboratoire INV-PV a été conçu pour réaliser des essais techniques rigoureux, suivant les exigences de la norme internationale IEC 61683. Cette norme définit les méthodes de mesure du rendement des onduleurs photovoltaïques et des pertes associées, qu'il s'agisse des pertes à vide ou des pertes en veille. Ces essais visent à établir des courbes de rendement et à calculer les rendements pondérés et énergétiques, fournissant ainsi des données fiables pour évaluer la performance des équipements photovoltaïques.

Tous les tests effectués dans le cadre du laboratoire INV-PV sont accompagnés de rapports d'essais techniques détaillés et traçables, incluant les conditions spécifiques et les limites des essais réalisés. Ces rapports permettent de garantir la transparence des résultats, ce qui est essentiel pour les acteurs du secteur photovoltaïque, soucieux de la qualité de leurs équipements et de la fiabilité des données. Le service s'adresse à une large gamme d'acteurs du secteur photovoltaïque, incluant les fabricants, les importateurs, les entreprises d'ingénierie, les bureaux d'études, ainsi que tout acteur souhaitant : « Qualifier et comparer les performances de leurs onduleurs photovoltaïques ; Sécuriser les choix techniques de leurs projets photovoltaïques ; Disposer de résultats d'essais fiables, documentés et exploitables».

Le laboratoire INV-PV a ouvert la réception des demandes d'essais. Les entreprises et professionnels intéressés sont invités à formaliser leurs demandes via le Test Request Form (TRF), disponible en version française et anglaise. Ce formulaire doit être transmis exclusivement par voie électronique, facilitant ainsi l'accès aux services du laboratoire.

Avec l'inauguration de ce laboratoire, le CDER fait un pas décisif vers la modernisation du secteur des énergies renouvelables en Algérie, en offrant des moyens d'évaluation des équipements photovoltaïques à la hauteur des normes internationales.

DÉVELOPPEMENT DE L'HYDROGÈNE VERT

L'OAPEC met en avant les efforts de l'Algérie

L'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OAPEC) a mis en avant, dans son dernier rapport publié lundi, les efforts que déploie l'Algérie dans le développement de l'hydrogène vert, une démarche à même de conforter son rôle en tant que partenaire énergétique de l'Europe.

Synthèse R E.

Dans son rapport intitulé «Evolutions des énergies nouvelles et renouvelables et questions de la transition énergétique et du changement climatique», l'organisation a salué les évolutions «remarquables» constatées au niveau des pays arabes, dont l'Algérie, en matière d'hydrogène vert, que l'organisation considère comme solutions stratégiques pour appuyer la transition vers un modèle bas carbone. A cet égard, le rapport a salué les efforts que déploie l'Algérie, où un travail est en cours pour la mise en place d'une centrale semi-industrielle de production d'hydrogène vert et de ses dérivés d'une capacité de 50 MW à Arzew, outre la finalisation du cadre légal et institutionnel des activités liées à l'hydrogène, visant à attirer davantage d'investissements à travers les différentes étapes de la chaîne de valeur.

Le rapport a relevé également le renforcement continu du rôle de l'Algérie en tant que «partenaire stratégique» de l'Europe en matière d'hydrogène vert, car disposant de «tous les atouts nécessaires pour devenir un fournisseur de premier plan en énergie propre, y compris des ressources abondantes en énergie solaire et éolienne, des infrastructures modernes et des pipelines directs la reliant aux marchés européens».

Dans ce contexte, le rapport a salué le projet multilatéral de corridor de l'hydrogène sud «South H2», officiellement annoncé en janvier 2025, visant à transporter 4 millions de tonnes d'hydrogène vert annuellement de l'Algérie vers l'Europe, soit près de 10 % de la demande européenne prévue à l'horizon 2040.

L'Organisation a indiqué que les efforts consentis par plusieurs pays arabes dans les projets de transformation énergétique, considérée comme «une option incontournable traduisant l'engagement accru en faveur de la réduction des émissions et le renforcement de la sécurité énergétique».

Dans ce contexte, le rapport met en avant l'intérêt mondial croissant pour l'énergie propre et durable, ce qui a amené nombre de pays arabes à s'adapter à ces mutations, à travers le lancement de nouveaux projets structurants d'envergure, avec l'augmentation du volume des investissements dans ce domaine.

Le secteur des énergies renouvelables (englobant essentiellement l'énergie solaire, éolienne et l'énergie hydraulique) suscite un intérêt croissant au niveau mondial ces dernières années, porté par un besoin pressant de faire face aux changements climatiques, comme l'exemple de la Chine qui a maintenu son leadership avec une capacité combinée estimée à 3,89 térawatts à la fin 2025, ajoute le rapport. L'Organisation s'est appuyée dans son rapport sur "le progrès tangible" enregistré dans plusieurs pays qui se sont hâtés à investir dans le domaine des énergies renouvelables, à l'image de l'Arabie Saoudite, du Koweït, de l'Egypte et de l'Algérie qui est en phase de réception de la première partie du projet de 3200 Mégawatts.

BANQUES

Mohammed Lamine Lebbou nouveau Gouverneur de la BA

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a nommé, avant-hier, M. Mohammed Lamine Lebbou, Gouverneur de la Banque d'Algérie. Cette nomination est intervenue lors de la réunion du Conseil des ministres, présidée par le président de la République. Avant sa nomination à la tête de la Banque d'Algérie, Mohammed Lamine Lebbou était directeur général de la Banque Nationale d'Algérie (BNA) de 2021 jusqu'à 2024. Comme il a exercé des responsabilités à la fois le secteur bancaire privé international-BNP Paribas Algérie, Société Générale Algérie et Rayan Bank- et les grandes holdings publiques nationales, dont Madar Holding, le groupe Imetal et le groupe Sider.

Docteur en sciences économiques, il a également enseigné à l'université Badji Mokhtar d'Annaba, où il a dirigé le département des sciences économiques entre 2014 et 2017. Lebbou succède ainsi à Mouatassem Boudiaf, qui assurait l'intérim depuis le 4 janvier 2026 et à Salah Eddine Taleb qui avait été limogé par le président de la République.

R E.

CONCOURS NATIONAL D'ACCÈS AUX FORMATIONS DOCTORALES EN AÉRONAUTIQUE

14 postes ouverts à l'USTO-MB

Quatorze (14) postes sont ouverts à l'Université des sciences et de la Technologie Mohamed-Boudiaf d'Oran (USTO-MB) pour le concours national d'accès aux formations doctorales en aéronautique pour l'année universitaire 2025-2026, a-t-on appris, mardi, auprès de l'Université.

Pour ce concours d'accès à l'Ecole Doctorale en Aéronautique, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a ouvert 53 postes dans différentes universités sur le plan national, dont l'USTO-MB avec 14 postes, l'Université Blida 1 (12 postes), l'Université de Sidi Bel-Abbes (12 postes), l'Université Batna 2 (9 postes) et l'Université Constantine 1 (6 postes), selon la même source. Dans ce cadre, plusieurs spécialités ont été ouvertes, dont les Structures aéronautiques, Propulsion aéronautique, Avionique, Opérations aériennes, Aéronautique et mécanique de l'aviation légère.

Concernant les dates du concours, le dépôt de candidatures se fait via la plateforme (PROGRES) du 21 février au 4 mars, la vérification administrative (5 – 15 mars), l'Etude scientifique des dossiers (16 – 23 mars), Publication de la liste des candidats retenus (24 mars), Traitement des recours (25 – 31 mars), Publication de la liste finale (1er avril) et le Déroulement des épreuves du 4 au 16 avril. L'USTO-MB est désignée point focal national, sous la coordination du Professeur Imine Bachir, assurant la coordination académique et le suivi pédagogique en collaboration avec les établissements partenaires.

Cette désignation confirme le rôle stratégique de l'USTO-MB dans le développement de la formation doctorale en aéronautique et le renforcement de la recherche scientifique au service du secteur aérien et du développement technologique du pays, a-t-on souligné.

APS

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

COMMÉMORATION DU DOUBLE ANNIVERSAIRE DU 24 FÉVRIER

L'hommage du Président Tebboune aux travailleurs

Sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie a célébré, hier à Oran, le 70e anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et le 55e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures. Dans un message lu par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, le chef de l'État a rendu un vibrant hommage aux bâtisseurs de la nation tout en traçant les perspectives d'une Algérie économiquement souveraine.

Par Selma R.

Le choix d'Oran, pôle industriel et énergétique majeur, n'est pas fortuit. La capitale de l'Ouest a servi de tribune pour réaffirmer les fondements de la « Nouvelle Algérie », une vision qui puise à la fois dans l'héritage de Novembre 1956 et dans l'audace historique du 24 février 1971.
Dans son message, le président Tebboune est revenu sur le défi relevé par les ingénieurs et techniciens algériens au lendemain de la nationalisation des hydrocarbures. « Les Algériens se souviendront avec fierté du défi relevé par nos cadres pour garantir la continuité de la production avec les moyens du bord après l'annonce de la souveraineté sur nos richesses nationales », a-t-il souligné.
Il a salué ce « génie algérien » qui a permis au pays de consolider progressivement sa place sur l'échiquier énergétique international. L'Algérie figure aujourd'hui parmi les principaux exportateurs mondiaux de gaz et demeure un fournisseur clé du marché européen, tout en disposant d'importantes réserves pétrolières à l'échelle africaine. « Grâce à leurs efforts, nous avons pu multiplier la production commerciale d'énergie. Aujourd'hui, nous sommes le septième plus grand exportateur de gaz au monde, et le troisième fournisseur du marché européen. Nous possédons la troisième plus grande réserve de pétrole en Afrique». Le Président a réaffirmé sa confiance envers la nouvelle génération de travailleurs du secteur pour mettre en œuvre la stratégie de renouvellement des réserves et développer davantage les industries de transformation. «Je suis convaincu que l'avenir est prometteur grâce à nos ouvrières et ouvriers, qui bénéficient d'une qualification, d'une compétence et d'une expérience exceptionnelles pour renouveler nos réserves pétrolières et gazières, et développer nos projets industriels de transformation», a souligné le Président.
Évoquant la création de l'UGTA en 1956, le chef de l'État a qualifié l'organisation de « véritable école de l'engagement national ». Il a rendu hommage à ses figures emblématiques, notamment Aïssat Idir et Abdelhak Benhamouda, rappelant que le syndicat a toujours constitué un rempart pour l'Algérie dans les périodes décisives de son histoire.
Pour Abdelmadjid Tebboune, la valorisation du travail et de l'effort demeure le socle du développement durable. Il a insisté sur la nécessité d'encourager les compétences nationales, en particulier les jeunes, afin de maîtriser les technologies modernes et d'exceller dans les domaines techniques et industriels.
Dans son message, le Président Tebboune a également mis en avant les projets structurants récemment lancés, à l'image de la ligne ferroviaire minière de l'Ouest reliant le gisement de Gara Djebilet. Ces réalisations illustrent, selon lui, la « pertinence des décisions politiques souveraines » et la volonté de consolider l'indépendance économique du pays. La vision défendue par le Président repose ainsi sur deux axes complémentaires : la fidélité aux principes de Novembre, à travers une souveraineté pleine et entière sur les ressources et les choix stratégiques, et une ouverture maîtrisée sur l'international, fondée sur des partenariats équilibrés et des intérêts mutuels. En conclusion, le président de la République a renouvelé ses salutations à l'ensemble des travailleuses et travailleurs algériens, les appelant à poursuivre l'œuvre de leurs aînés afin de renforcer les capacités nationales et d'assurer la prospérité durable du pays.

SONATRACH

Un programme d'exploration «colossal» à l'horizon 2030

Synthèse Z R.

Le groupe Sonatrach a tracé un vaste plan d'investissement dans le domaine de l'exploration devant augmenter les activités de prospection du domaine minier national des hydrocarbures, de façon à renouveler les réserves pétrolières et gazières.
C'est ce que son Pdg du groupe, Noureddine Daoudi, a souligné dans un entretien accordé à l'APS, notant que l'activité exploration et production représente, à elle seule, 75% des investissements de développement pour la période 2026-2030.
«Sonatrach accorde une importance capitale à l'activité exploration et production, qui est considérée comme vitale pour toute entreprise pétrolière et gazière. Dans ce sens, une enveloppe importante est consacrée, à moyen terme, pour concrétiser les projets d'investissement de Sonatrach dans ce domaine. Pour cela, l'activité exploration et production représente à elle seule 75% des investissements de développement consenties par Sonatrach pour la période 2026-2030», a souligné M. Daoudi.
Au titre de ce plan d'investissement, il est prévu un programme d'exploration « colossal» couvrant 66% du domaine minier national des hydrocarbures et incluant le forage d'environ 500 puits d'exploration, ainsi qu'un important programme d'acquisition sismique en 3D et 2D et d'études de traitement et de retraitement géologique et géophysique, a-t-il ajouté.
Insistant sur l'importance accordée à l'exploitation et la maintenance des installations de production, M. Daoudi a noté que l'investissement de production permettra, notamment, de forer environ 950 puits de développement et de réaliser environ 6300 opérations sur les puits existants et que «26% du budget global d'investissement exploration et production est prévue en partenariat».
S'exprimant sur les découvertes réalisées l'année dernière, M. Daoudi a fait part d'un total de 17 découvertes d'hydrocarbures, un résultat qui confirme que le «domaine minier national reste largement prospectif». «Nos bassins sédimentaires, complexes et riches, recèlent un potentiel important. Aussi, le nombre de découvertes enregistrées durant l'exercice 2025 s'élève à 17, concentrées dans des bassins dits matures, démontrant que notre domaine minier demeure largement prospectif», a-t-il précisé.
Quant à la démarche du groupe dans le domaine de la pétrochimie, suivant les orientations du Président de la République relatives à la nécessité de promouvoir la transformation en Algérie des ressources nationales, M. Daoudi a affirmé qu'il s'agit, pour Sonatrach, «de passer d'un modèle dominé par l'amont vers un modèle intégré, où la pétrochimie devient un levier stratégique de souveraineté industrielle, de diversification économique et de création de valeur locale, tout en consolidant le rôle de l'Algérie comme acteur énergétique majeur à l'échelle régionale et euro-méditerranéenne».
Il a expliqué que les projets conduits dans ce segment, auront un impact considérable sur l'économie nationale et constituent une opportunité pour attirer les investissements directs étrangers (IDE), de créer des emplois directs et indirects, et d'encourager les PME, notamment dans la transformation des matières plastiques, en plus d'être des vecteurs de valorisation des hydrocarbures, de satisfaction du marché national en produits pétrochimiques, actuellement importés.

Des projets de taille mondiale en cours de réalisation

Dans le cadre d'un ambitieux programme structurant dédié au raffinage et à la pétrochimie, Sonatrach a lancé plusieurs projets de "taille mondiale", et qui sont destinés à réduire les importations et atteindre l'autosuffisance. Parmi ces projets actuellement en phase de construction, réalisés en efforts propres par le groupe le complexe MTBE (Méthyl Tert-Butyl Ether) à Arzew, un additif, actuellement importé, utilisé dans la formulation de l'essence, le complexe LAB (Linéaire Alkylbenzène) à Skikda dont le produit est mis au service de l'industrie des détergents et des nettoyants, et le complexe STEP/PDH PP à Arzew, pour la production du polypropylène, a expliqué M. Daoudi.
Dans le cadre du partenariat, Sonatrach est associée avec la compagnie turque Ronesans pour un projet PDH PP, actuellement en phase de construction en Turquie, a-t-il mentionné, notant que le groupe continue de discuter et d'étudier avec divers partenaires potentiels d'autres projets pétrochimiques liés à la production de plastique et de méthanol.
M. Daoudi a, dans ce cadre, relevé que le projet MTBE, entamé en 2022, connait actuellement "une progression de 86% en février 2026 avec une entrée en production progressive et une mise en service graduelle des unités, projetée à juin 2026".

55E ANNIVERSAIRE DE LA NATIONALISATION DES HYDROCARBURES

Booster la production et renforcer l'attractivité internationale

Par S R.

Depuis 1971, le secteur des hydrocarbures a profondément évolué. Aujourd'hui, la priorité consiste à accroître les capacités de recherche et de production afin de répondre à la demande nationale tout en consolidant les positions de l'Algérie sur les marchés extérieurs. Entre 2025 et 2026, le pays a ainsi doublé la cadence de conclusion des contrats de partenariat dans l'exploration et le développement.
Début 2026, un accord majeur de 1,35 milliard de dollars a été officialisé entre Sonatrach et Eni pour le périmètre de Zemoul El Kbar, à la faveur d'un décret présidentiel signé le 7 janvier. En 2025, un contrat de 850 millions de dollars a également été conclu avec Sinopec dans le bassin de Hassi Berkine Nord. D'autres partenariats ont été scellés avec TotalEnergies, QatarEnergy et Repsol sur un périmètre d'environ 14 900 km². Par ailleurs, Sonatrach a signé cinq contrats d'exploration et de développement gaziers pour un montant global de 606 millions de dollars, notamment dans le cadre de l'Algeria Bid Round. Ces investissements, encadrés par la loi 19-13 sur les hydrocarbures, visent à renforcer les capacités nationales de production et l'attractivité du secteur. « Nous avons doublé le rythme de signature des contrats en 2025-2026. Cela traduit un climat d'investissement plus favorable et une confiance internationale renouvelée », a souligné Wassila Houmel, directrice du transport, de la transformation et de la commercialisation des hydrocarbures au ministère des Hydrocarbures et des Mines, sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale.
La stratégie nationale prévoit de porter la production primaire d'hydrocarbures de 194 millions de tonnes équivalent pétrole en 2023 à environ 208 millions en 2026. Pour le pétrole brut, l'objectif est d'atteindre près de 48 millions de tonnes à l'horizon 2028, contre 46 millions actuellement. Cette progression doit permettre d'absorber une demande intérieure en hausse annuelle de 3,7 %. La consommation de gasoil devrait ainsi osciller entre 10 et 11,4 millions de tonnes d'ici 2028, tandis que celle de l'essence resterait comprise entre 3,3 et 3,5 millions de tonnes par an. « Malgré l'augmentation soutenue de la consommation nationale, nous avons réussi à maintenir des niveaux d'exportation significatifs », a précisé la responsable, insistant sur l'équilibre entre marché interne et engagements extérieurs.
Cette performance repose sur des infrastructures solides. Le réseau de transport du brut et des condensats comprend 22 systèmes de pipelines totalisant 21 190 km, appuyés par 85 stations de pompage et 128 bacs de stockage d'une capacité de 4,307 millions de tonnes équivalent pétrole. Pour le gaz naturel, dix systèmes couvrent 11 735 km, avec un centre de dispatching à Hassi R'mel capable de traiter 390 millions de m³ par jour. Les exportations s'appuient notamment sur le gazoduc vers l'Italie via la Tunisie, d'une capacité de 32,7 milliards de m³ par an, et sur la liaison directe vers l'Espagne, de 11,25 milliards de m³.
En aval, l'État ambitionne de porter le taux de transformation des hydrocarbures de 32 % à 50 % d'ici 2029. Six raffineries sont actuellement en exploitation, dont celles de Skikda (16,5 millions de tonnes/an) et d'Alger (3,7 millions). Plusieurs projets structurants sont en cours, notamment la raffinerie de Hassi Messaoud, prévue pour octobre 2027 avec une capacité de 5 millions de tonnes de gasoil, ainsi que des unités d'hydrocraquage et de reformage à Arzew et Skikda. Des projets pétrochimiques, dont une unité MTBE attendue en 2026, viennent compléter cette stratégie de valorisation locale.

IL S'EST RÉUNI AVEC LES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES AFFILIÉS AU CREA

Le ministre Rezig fait le point sur la filière des articles scolaires

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé, lundi, une réunion de travail avec les producteurs et les importateurs d'articles scolaires du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), en présence du président du Conseil, Kamel Moula, indique un communiqué du ministère.
Cette rencontre a permis de passer en revue l'état de la filière, notamment ses capacités de production nationale, ainsi que les besoins en importation, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, précise le communiqué.
Dans ce cadre, l'accent a été mis sur la nécessité d'assurer la disponibilité des articles scolaires et de garantir un approvisionnement régulier du marché à travers les wilayas du pays, ainsi que sur l'importance d'une préparation anticipée en élaborant des programmes de production et d'importation, suivant une approche proactive pour la prochaine rentrée scolaire, ajoute le communiqué.
R E.

RÉAFFIRMANT L'ENGAGEMENT TOTAL DU FONDS ENVERS CE PROJET

Le DG du FNI inspecte le futur hôpital Algéro-Qatari-Allemand

Le directeur général du Fonds National d'Investissement, Salah Labani, a effectué dimanche une visite de travail pour suivre l'avancement des travaux du futur hôpital algéro-qatari-allemand situé à Sidi Abdallah, à Alger, indique le FNI dans un communiqué publié hier mardi.
Au cours de sa visite, M. Labani a réaffirmé l'engagement total du FNI envers ce projet stratégique, qui bénéficie de l'attention permanente des plus hautes autorités des pays partenaires. Conçu selon des normes internationales et équipé des technologies médicales les plus avancées, l'établissement sera destiné à la prise en charge des cas complexes et des maladies difficiles à traiter. Le directeur général a souligné que ce projet traduit la priorité accordée par l'État algérien à l'amélioration de la qualité des services de santé pour la population. Il a également insisté sur le rôle de l'hôpital dans la réduction des dépenses liées aux soins à l'étranger et dans le renforcement de l'autonomie du système de santé national.
R E.

TRANSPORT

Hausse de 160% du nombre de billets vendus en ligne en 2025

Le nombre de billets de transport de voyageurs vendus en ligne via l'application "Mahatati" a atteint 2.026.784 billets en 2025, soit une hausse de 160%, selon le bilan de la Société d'exploitation des gares routières d'Algérie (Sogral). Cette hausse s'explique par l'intérêt croissant suscité par l'application grâce à sa facilité d'utilisation, et à l'élargissement de son champ d'utilisation en 2025, couvrant 60 gares routières à travers le pays, après avoir concerné un nombre restreint de gares lors de ses premières phases, selon les explications fournies par la société dans son bilan.
Cette généralisation a contribué au rapprochement du service des voyageurs dans différentes wilayas, leur permettant d'acheter leurs billets facilement, sans se déplacer préalablement aux guichets des gares. L'application "Mahatati" permet aussi aux utilisateurs de consulter le programme des voyages disponibles, de choisir la destination et l'horaire souhaités, de réserver leurs sièges et de payer en ligne les billets de manière sécurisée, avec obtention d'un billet numérique pouvant être présenté directement lors de l'embarquement.
L'application offre également des informations en temps réel sur les trajets, ce qui permet aux passagers de mieux organiser leurs déplacements, notamment durant les périodes de forte affluence et les saisons à trafic intense.
Concernant les gares enregistrant le plus de ventes de billets en ligne, Alger se classe en tête, suivie de Jijel, Tlemcen, Annaba, Mostaganem, Béchar, Biskra, Tébessa, Ouargla et Batna, reflétant la généralisation progressive de la culture du paiement électronique et de l'utilisation d'applications intelligentes à travers le pays, selon le bilan de Sogral.
Le lancement de l'application "Mahatati" s'inscrit dans le cadre des efforts visant à moderniser le secteur du transport terrestre de voyageurs, à travers l'adoption de la numérisation comme choix stratégique pour améliorer la qualité des services et faciliter les procédures administratives au profit des citoyens. Cette initiative vise également à réduire la pression sur les guichets de vente de billets au niveau des gares et à limiter les files d'attente, notamment durant les vacances ainsi que lors des fêtes nationales et religieuses.
Par ailleurs, l'application "Mahatati" constitue une étape concrète vers le renforcement de la transparence dans l'opération de vente des billets et la garantie d'un meilleur suivi des opérations de réservation, en sus de la mise à disposition d'une base de données précise sur les mouvements de déplacement entre les wilayas, ce qui permettra d'améliorer la planification et d'adapter l'offre à la demande réelle sur les différentes lignes. La Sogral avait lancé l'application "Mahatati" début 2023, avant de mettre en service, en juillet dernier, une deuxième application dénommée "Taxi Safe", permettant de commander un taxi agréé.
Cette application concerne exclusivement les taxis urbains et inter-wilayas, activant dans le cadre réglementaire et légal, et soumis à un contrôle technique tous les six (6) mois.
L'application permet en outre de localiser les utilisateurs sur la carte, de repérer l'emplacement du taxi, de consulter l'itinéraire du trajet ainsi que l'heure d'arrivée prévue. Elle offre, aussi, la possibilité d'accéder aux informations relatives au chauffeur et à son véhicule, ainsi qu'aux avis des usagers concernant la qualité du service fourni.
APS

QUALITÉ, SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

CACOBATPH obtient le renouvellement de trois certifications ISO

La Caisse Nationale des Congés Payés et du Chômage-Intérimaires des Secteurs du Bâtiment, des Travaux Publics et de l'Hydraulique (CACOBATPH) a annoncé l'obtention du renouvellement de trois certifications ISO conformes aux normes internationales, confirmant ainsi sa stratégie de soutien à la qualité et au travail numérique.
Dans un communiqué, CACOBATPH a indiqué avoir obtenu trois certifications ISO après avoir réussi des contrôles externes rigoureux, couvrant ses différentes structures et fonctions organisationnelles. Ces certifications concernent les normes suivantes, selon la même source : « 9001 : Système de gestion de la qualité ; 45001 : Système de gestion de la santé et de la sécurité au travail ; 14001 : Système de gestion environnementale». Cette évaluation, réalisée en février 2026, s'inscrit dans un processus institutionnel intégré de modernisation de la Caisse depuis 2019, date de son premier agrément aux normes ISO. Cela témoigne de son engagement continu à bâtir une culture de transparence et à promouvoir les domaines de la qualité et de l'amélioration des performances institutionnelles, tout en élevant le niveau des services fournis selon les meilleures pratiques et normes internationales.
Il est à noter que les certificats obtenus sont valides pour une période de trois (03) ans et ont été renouvelés sur la base des résultats positifs obtenus lors des audits externes, confirmant le succès des opérations de l'institution et la conformité de son système financier avec les exigences des normes internationales dans les domaines de la qualité, de la santé et de la sécurité au travail, ainsi que de la protection de l'environnement.
Cette réalisation place CACOBATPH en position de leader parmi les institutions publiques ayant adopté un système de gestion intégré (SMI), avec des politiques et des normes régulièrement mises à jour pour garantir une amélioration continue. Elle permet également l'exécution efficace des procédures administratives. Cette démarche repose sur un programme stratégique approuvé, incluant la mise à jour continue du système de correction, l'amélioration des performances et le soutien à des solutions efficaces basées sur des principes durables.
Z R.

AVEC LA COUVERTURE DES AÉROPORTS DE HEATHROW ET STANSTED

Air Algérie renforce ses dessertes vers la Grande-Bretagne

Le groupe Air Algérie a annoncé le lancement de nouvelles dessertes vers la ville de Manchester (Royaume-Uni) avec des vols vers les aéroports de Heathrow et Stansted à Londres, élargissant ainsi son réseau de lignes aériennes vers ce pays, dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer sa présence sur le marché européen et à répondre à la demande croissante sur les liaisons entre l'Algérie et la Grande-Bretagne.
A ce titre, le nombre de dessertes vers le Royaume-Uni sera porté à 14 vols par semaine durant la saison estivale 2026, "dans une démarche qui reflète l'engagement du transporteur public à répondre aux attentes de la communauté nationale résidant au Royaume-Uni, tout en offrant des options plus larges aux clients et en renforçant les liaisons aériennes entre l'Algérie et le Royaume-Uni", précise le communiqué, publié lundi.
Pour toute information complémentaire, le groupe public a invité ses clients à contacter le centre d'appel au numéro court 3302 ou à se rapprocher des agences commerciales .
APS

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 23 فيفري 2026 الموافق لـ 05 رمضان 1447
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Février 2026 (05 ramadan 1447)

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg — معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ — المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	68	76	60	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	81	94	68	الطماطم	
	Oignon sec	78	86	69	البصل الجاف	
	Ail sec	985	1079	891	الثوم الجاف	
	Carotte	93	105	81	الجزر	
	Navet	104	116	91	اللفت	
	Choux fleur	112	124	100	قرنبيط	
	Choux	93	106	80	الكرنب	
	Courgette	143	157	129	الكوسة	
	Haricot vert	437	470	404	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	175	189	160	الخس	
Fruits frais	Mandarine	202	240	164	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	159	193	125	البرتقال	
	Citron	150	172	127	الليمون	
	Pomme locale	398	487	309	التفاح المحلي	
	Datte	503	641	365	التمر	
	Banane	452	474	430	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1940	2082	1799	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	418	432	404	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,29	-15,46	6,09	10,14	19883	6 859 635,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,76	9,00	5,56	7119	9 966 600,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,84	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 269,00	2269,00	0,00	-0,92	0,06	10,82	5,51	2155	4 889 695,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,24	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	0,00	3,97	3,97	5,00	1053	442 260,00

MÉCANISATION, COOPÉRATIVES AGRICOLES...

Un nouveau cap pour moderniser l'agriculture

Le secteur agricole a occupé une place centrale lors des derniers travaux du Conseil des ministres, où le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé sa volonté d'accélérer la modernisation du monde rural et de lever les obstacles administratifs qui freinent encore son essor. Au cœur des orientations présidentielles : la mécanisation accrue des exploitations et une lutte résolue contre la bureaucratie.

Par Réda Hadi

Le chef de l'État a insisté sur la nécessité de rompre avec les lenteurs administratives qui entravent l'investissement et compliquent le quotidien des agriculteurs. Selon lui, l'agriculture ne peut atteindre ses objectifs de performance et de sécurité alimentaire sans une gestion plus souple, plus rapide et davantage tournée vers le terrain. Il a ainsi appelé à privilégier l'efficacité opérationnelle, en rapprochant l'administration des exploitants et en simplifiant les procédures liées à l'accès aux équipements et aux services agricoles.

Dans cette optique, le président Tebboune a ordonné l'installation de coopératives agricoles relevant du groupe public Groupe Agrodiv. Ces nouvelles structures auront pour mission principale d'assurer la location d'engins agricoles au profit des agriculteurs, notamment pour les opérations de labour, de semis, de moisson et pour diverses prestations mécaniques adaptées aux besoins des exploitations.

L'objectif est double. D'une part, il s'agit de mutualiser les moyens matériels afin de permettre aux petits et moyens agriculteurs d'accéder à des équipements modernes sans supporter le coût élevé de leur acquisition. D'autre part, cette démarche vise à améliorer les rendements et à réduire les pertes liées aux retards d'intervention, en particulier durant les périodes cruciales comme les labours d'automne ou les moissons.

La répartition des engins et des prestations sera définie en fonction des superficies cultivées dans chaque wilaya, afin d'assurer une couverture équilibrée du territoire. Cette approche territorialisée devra tenir compte des spécificités agricoles locales, qu'il s'agisse des grandes plaines céréalières du Nord ou des exploitations en plein essor dans les régions sahariennes.

Le président de la République a fixé un calendrier strict : ces coopératives devront être opérationnelles avant la fin du mois de mars. Cette échéance s'explique notamment par le lancement précoce de la saison des moissons dans certaines régions du Sud, où les conditions climatiques imposent un calendrier agricole différent. Il s'agit donc d'éviter tout retard susceptible d'impacter les récoltes et, par ricochet, l'approvisionnement du marché national.

Par ailleurs, le chef de l'État a chargé le Premier ministre de superviser, dans les plus brefs délais, l'élaboration d'un cadre légal encadrant l'organisation et le fonctionnement de ces coopératives. Ce dispositif juridique devra garantir la transparence, l'efficacité et la bonne gouvernance des structures, tout en clarifiant les modalités de gestion, de tarification et de contrôle.

Autre orientation stratégique : l'acquisition du matériel agricole devra se faire auprès de fabricants locaux qualifiés. Cette décision s'inscrit dans une logique de soutien à l'industrie nationale et de réduction de la dépendance aux importations. Elle vise également à stimuler l'investissement productif et à créer des emplois dans le secteur des équipements agricoles. À travers ces mesures, les pouvoirs publics entendent donner un nouvel élan à l'agriculture nationale, en misant sur la mécanisation, la rationalisation de la gestion et la valorisation du potentiel industriel local. Une démarche qui traduit la volonté d'inscrire durablement le secteur agricole au cœur de la stratégie de diversification économique du pays.

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE BLED EL HADBA À OUED KEBRIT/ANNABA

Tebboune ordonne d'accélérer la cadence des travaux

Par R H.

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé avant-hier une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen d'un projet de loi relatif à la justice militaire ainsi qu'à plusieurs exposés sectoriels, notamment dans les domaines des mines, de l'agriculture et de la formation professionnelle, indique un communiqué du Conseil des ministres.

Au cœur de cette réunion figurait le projet de loi encadrant la justice militaire, un texte appelé à adapter et à moderniser le cadre juridique régissant cette juridiction spécifique.

L'examen de ce projet s'inscrit dans la dynamique globale de réformes engagées par les pouvoirs publics en vue de renforcer l'efficacité des institutions, de consolider l'État de droit et d'assurer une meilleure articulation entre les différentes composantes du système judiciaire national. Le Conseil a également entendu un exposé détaillé sur l'état d'avancement du projet de réalisation de la ligne ferroviaire minière reliant Bled El Hadba à Oued Kebrit, puis au port d'Annaba. Ce chantier structurant, destiné à soutenir l'exploitation et l'exportation des ressources minières, constitue l'un des axes majeurs de la stratégie nationale de valorisation du potentiel minier.

S'agissant du tronçon Oued Kebrit–Port d'Annaba, le président de la République a ordonné d'accélérer la cadence des travaux. Il a enjoint au ministre du secteur de suivre de près l'évolution du projet et d'en superviser personnellement la mise en œuvre sur le terrain, soulignant le caractère stratégique de cette infrastructure pour l'économie nationale.

La réalisation de cette ligne ferroviaire doit, en effet, permettre d'optimiser le transport des minerais vers les installations portuaires, de réduire les coûts logistiques et de renforcer la compétitivité des exportations algériennes.

Par ailleurs, des communications ont porté, sur les secteurs de l'agriculture et de la formation professionnelle, deux domaines considérés comme essentiels pour la diversification économique et la création d'emplois. À travers ces différents dossiers, l'Exécutif réaffirme sa volonté d'assurer un suivi rigoureux des projets structurants et d'imprimer une nouvelle dynamique aux réformes engagées.

SÉCURITÉ HYDRIQUE À SIDI BEL-ABBES

Plusieurs projets hydrauliques en cours de réalisation

Plusieurs projets relevant du secteur de l'hydraulique sont en cours de réalisation à travers la wilaya de Sidi Bel-Abbes, en vue de renforcer les capacités de stockage d'eau et améliorer la qualité du service public, notamment dans les zones rurales et les agglomérations connaissant une croissance urbaine soutenue, a indiqué, mardi, la cellule de communication de la wilaya.

Dans ce cadre, le wali, Kamel Hadji, a effectué lundi une visite d'inspection dans plusieurs communes, au cours de laquelle il a examiné les travaux de réalisation de réservoirs d'eau d'une capacité de 500 mètres cubes dans le village d'Amelza (daïra de Merine), au village de Titen Yahia (commune de Oued Sbaâ), ainsi qu'un projet similaire dans la commune de Bedrabine El Mokrani, précise la même source.

A cette occasion, le wali a donné des instructions pour accélérer le rythme des travaux et renforcer les chantiers par les moyens nécessaires, tout en veillant au respect des délais contractuels et des normes de qualité, afin de mettre ces infrastructures en service dans les plus brefs délais.

Ces projets visent à accroître les capacités locales de stockage et à améliorer la pression de l'eau à travers les réseaux, garantissant ainsi une distribution régulière et durable de l'eau potable, en particulier durant les périodes de forte demande.

Le wali a également insisté sur l'importance de l'aménagement des abords des installations et de leur intégration dans leur environnement urbain, dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie.

Selon la même source, ces opérations s'inscrivent dans la stratégie de l'Etat visant à consolider les fondements de la sécurité hydrique et à promouvoir le développement local, à travers un investissement continu dans les infrastructures du secteur de l'hydraulique et une prise en charge progressive des préoccupations des citoyens en matière d'alimentation en eau potable.

APS

FORMATION PROFESSIONNELLE

Vers la création de nouvelles filières dans des spécialités supérieures et complexes

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a enjoint, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, lundi, de créer de nouvelles filières dans des spécialités supérieures et complexes dans le secteur de la Formation professionnelle, englobant des secteurs stratégiques au profit de stagiaires algériens et africains.

Concernant la rentrée professionnelle du mois de février 2026, "Monsieur le président de la République a enjoint à la ministre du secteur de créer de nouvelles filières dans des spécialités supérieures et complexes englobant des secteurs stratégiques au profit de stagiaires algériens et africains", a indiqué un communiqué du Conseil. Le président de la République a également insisté sur la "nécessité de promouvoir, à travers les médias, le haut niveau de formation dispensée actuellement par les établissements et centres de formation professionnelle en Algérie", selon le communiqué.

APS

RELIZANE

Remplissage du barrage de Sidi M'hamed Benaouda à 100 %

Le barrage de Sidi M'hamed Benaouda, situé dans la commune éponyme de la wilaya de Relizane, a atteint un taux de remplissage de 100 %, grâce aux importantes précipitations enregistrées, récemment dans la région, a indiqué, mardi, le directeur local des Ressources en eau, Nabil Beghoura.

Dans une déclaration à l'APS, M. Beghoura a souligné que "les pluies enregistrées, récemment, ont permis d'élever le niveau du barrage à plus de 125 millions de mètres cubes, soit un taux de remplissage total estimé à 100 %".

Le responsable a souligné que le barrage de Sidi M'hamed Benaouda a atteint son plein niveau cette année grâce aux quantités importantes de pluie enregistrées durant les mois de janvier et février.

Par ailleurs, le Barrage de Gargar, situé dans la commune d'Oued Rhiou, a également connu des apports hydriques significatifs, portant son niveau à plus de 190 millions de mètres cubes, soit un taux de remplissage avoisinant les 68 %.

Ces volumes importants d'eau devraient renforcer les réserves hydriques de la wilaya, garantissant l'approvisionnement des populations en eau potable durant la saison estivale, tout en soutenant la campagne d'irrigation des périmètres agricoles de Mina et du Bas Cheliff, selon la même source.

APS

EL-MENIAA

Mise en service du raccordement électrique de 300 exploitations agricoles

Le projet de raccordement au réseau d'électricité du périmètre de Hassi-Laabid, dans la wilaya d'El-Meniaa, a été mis en service et profitera à 300 exploitations agricoles, a rapporté lundi l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).
L'opération de mise en service a été supervisée par le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, qui a mis en exergue l'importance du projet dans le soutien de l'activité agricole et le renforcement de l'infrastructure énergétique des périmètres agricoles, a précisé l'entreprise dans un communiqué.
Le projet couvre une superficie globale de 600 hectares, à travers un réseau de 18,4 km de lignes de moyenne tension, 42,2 km de lignes de basse tension et la mise en place de six (6) transformateurs, est-il ajouté. Un financement de quelque 205 millions DA a été consacré à ce projet, dont un apport de 68,8 millions DA de la Sonelgaz dans le cadre de son programme d'extension du réseau électrique aux différentes régions de la wilaya.
La direction de distribution de la Sonelgaz à El-Meniaa réaffirme son engagement à poursuivre les efforts d'accompagnement des agriculteurs et à satisfaire leurs besoins énergétiques, contribuant ainsi à la promotion du secteur agricole et à la dynamique de développement local.
R.N

EL-MENIAA

Lancement d'un projet de 50 logements de type LPP dans la nouvelle ville

Un projet de réalisation de 50 logements promotionnels publics (LPP) a été lancé dans la nouvelle ville d'El-Méniaa, à-t-on informé de la direction locale de l'habitat.

Retenu dans le programme de l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI), ce projet prévoit la réalisation de nouvelles habitations de type F4 et F5 avec un délai de 13 mois, a précisé le directeur du secteur, Yacine Baradi. Il constitue le premier jalon d'une série de programmes d'habitat destinés à la nouvelle ville pour répondre à la demande croissante de logements, a-t-il ajouté. S'exprimant lors de la cérémonie de pose de la première pierre, le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a mis l'accent sur la nécessité de respecter les normes de réalisation et les délais de livraison de tels projets, tout en offrant un milieu urbain intégré aux bénéficiaires.
Il a également souligné que ce projet s'inscrit dans le plan stratégique de développement de la nouvelle ville, conformément au schéma directeur d'aménagement de la wilaya visant à créer un pôle urbain doté de tous les équipements nécessaires.
Premier du genre dans la région, ce projet reflète la volonté des autorités publiques d'accélérer le développement urbain et de renforcer l'attractivité de la nouvelle ville en tant que choix stratégique pour accueillir les prochains programmes d'habitat, en cohérence avec les efforts de l'État pour améliorer le cadre de vie des citoyens, selon la direction de l'habitat.
La nouvelle ville d'El-Meniaa s'inscrit dans un plan de développement visant à créer un espace urbain structuré, fondé sur une planification moderne tenant compte de l'évolution démographique et intégrant diverses commodités, à-t-on indiqué.

Agence

BOUMERDES

Mise en service de 23 projets pour renforcer l'alimentation en eau

Le secteur des ressources en eau de la wilaya de Boumerdes a été renforcé avec 23 projets de développement livrés entre 2024 à ce jour, à-t-on informé, lundi, de la direction du secteur. La réalisation de ces projets nécessite un financement important dans le cadre de divers programmes de développement centralisés, visant à renforcer l'alimentation en eau potable (AEP), assurer la sécurité hydrique et à améliorer le service public, a indiqué le directeur par intérim des ressources en eau, Kerchouche Mohamed, lors d'un exposé devant le Conseil exécutif de la wilaya. Il a cité parmi ces réalisations majeures, la mise en service de la Station de dessalement d'eau de mer (SDEM) de Cap Djinet (300.000 m3/jour), l'installation d'un réseau AEP dans le village de Zougara Ouled Ziane, et l'équipement de deux (2) stations de pompage à Larbatache et au nord de Thénia.
A cela s'ajoute le raccordement des villages du sud de Tidjelabine à un réseau de 22 km, la mise en service de trois (3) stations de pompage au profit de 5.000 habitants, le raccordement des SDEM de Corso et de Cap Djinet2, ainsi que le renouvellement d'une conduite en acier à Kef Laagab au profit de 30.000 habitants.
Le même programme de réalisation a également permis la de conduites de distribution pour le village d'Ouled Samir (Cap Djinet), le renouvellement du réseau AEP à Ouled Ziane (Legata), ainsi que la mise en service de stations de pompage à Ouled Hamida, Ben Hamza et Afir, desservant 30.000 personnes.
Le secteur a également vu la réaménagement de six (6) stations de pompage à Souk El-Had, Taouerga, Ouled Moussa, Boudouaou et Chaabet El-Ameur, au profit de 150.000 personnes, ainsi que la réhabilitation du réseau AEP principal de Souk El-Had et le renouvellement des conduites d'adduction utile à 300.000 habitants des communes de Boumerdes, Ouled Moussa, Larbatache et Khémis El Khechna.

APS

NÂAMA

Lancement prochain de 22 opérations de prise en charge des exploitations touchées par les aléas climatiques

Le lancement de 22 opérations de développement est prévu, prochainement dans la wilaya de Nâama, afin de prendre en charge les pertes provoquées par les aléas climatiques au niveau des exploitations agricoles et pastorales, à-on informé, lundi, auprès de la direction des Services agricoles (DSA) de la wilaya. Ces opérations, confiées à des entreprises spécialisées pour une enveloppe globale dépassant 220 millions de dinars, portent notamment sur la réalisation de réseaux et de bassins d'irrigation, la maintenance de puits, la fourniture de plantes d'arbres fruitiers et de brise-vent, le remplacement de matériels et d'équipements agricoles, la correction des lits d'oueds, la protection des sols, ainsi que la réhabilitation des pistes, a ajouté la même source. La concrétisation de ces projets, financés par le Trésor public dans le cadre du Fonds de garantie contre les calamités naturelles, s'inscrit dans le cadre de l'application des mesures prises par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche en vue d'accompagner les agriculteurs sinistrés par des catastrophes naturelles non assurées. L'objectif est de les aider à relancer leur activité et à les indemniser totalement ou partiellement pour les pertes subies, selon la DSA.
Pour rappel, 551 agriculteurs et éleveurs affectés ont été recensés dans la wilaya de Nâama par une commission technique spécialisée composée d'experts, chargée de mener les enquêtes et d'évaluer les dégâts causés par les inondations ayant touché les communes du sud de la wilaya en 2024, a-t-on ajouté de même source.

APS

SAÏDA

Mobilisation de 50 brigades pour le contrôle des marchés pendant le mois de Ramadhan

La direction du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national de la wilaya de Saïda a mobilisé 50 brigades pour le contrôle de l'activité commerciale pendant le mois sacré de Ramadhan, à-on informé, lundi, auprès de cette direction. La directrice du secteur, Amina Aïd Amira, a précisé que 25 brigades ont été mobilisées pour le contrôle de la qualité et la répression des fraudes et 25 autres pour le contrôle des pratiques commerciales.
Ces brigades ont entamé des opérations d'inspection intensives à travers différents commerces, les marchés de fruits et légumes, ainsi que les points de vente de produits alimentaires de grande consommation.
Les équipes, composées de 100 agents, veillent tout au long du mois sacré, au suivi de l'approvisionnement du marché, notamment en lait et ses dérivés, viandes rouges et blanches, ainsi qu'à l'observation de l'évolution des indicateurs des prix des différents produits de consommation, selon le responsable. Le travail des agents de contrôle portera également sur le suivi et la surveillance des prix réglementés des produits de grande consommation, notamment le lait, le sucre, l'huile végétale, le pain et la farine, a-t-on ajouté de même source.
Ces opérations sont exercées en coordination avec les différents services concernés, notamment la Sûreté de wilaya, la Gendarmerie nationale, l'inspection vétérinaire de wilaya, ainsi que les commissions des bureaux d'hygiène des communes.

R.N.

TIARET

Plus de 900 millions DA alloués pour la réalisation de trois projets dans le secteur de la santé

Une enveloppe budgétaire de 940 millions DA a été consacrée à la réalisation de trois projets pertinents du secteur de la santé dans la wilaya de Tiaret, à-on appris lundi auprès de la Direction locale de la Santé et de la Population (DSP). Le chef du service de la planification et des moyens, Yacine Bouabedelli, a précisé que ces projets, inscrits dans le cadre du programme sectoriel de l'année en cours, portent sur l'acquisition d'équipements médicaux et d'équipements communs destinés à l'unité médico-chirurgique en cours de réalisation à l'hôpital Youcef-Damerdji, situé au chef-lieu de wilaya.
Il a ajouté que les deux autres opérations concernent le forage d'un puits artésien à l'Institut national supérieur de formation paramédicale (INSFP) de Tiaret, ainsi que la réalisation d'une étude en vue de la construction d'une polyclinique dans la commune de Takhemaret.
M. Bouabedelli a également fait savoir que le secteur sera renforcé, dans les prochains mois, par la mise en service de plusieurs infrastructures de santé totalisant une capacité de plus de 500 lits. Parmi ces structures figurent un hôpital spécialisé dans le traitement des brûlés, une annexe de l'Institut Pasteur, un centre intermédiaire de soins en addictologie (CISA), un service d'orthopédie à l'hôpital Youcef-Damerdji, ainsi qu'un bloc opératoire au sein de l'établissement hospitalier spécialisé dans les maladies des yeux, du nez, de la gorge et de la bouche, au chef-lieu de wilaya.
Par ailleurs, la commune de Takhemaret bénéficiera d'un hôpital de 60 lits, tandis que la daïra de Ksar Chellala sera dotée d'un hôpital de 120 lits. Le Centre régional de traitement des cancers, situé au chef-lieu de wilaya, sera également équipé. Selon la même source, cette opération a connu une accélération notable au cours des derniers mois.

Agence

Quand l'industrie du gaz de schiste salive devant l'essor des centres de données IA

Les centres de données stimulent la construction d'installations de production d'électricité utilisant du gaz de schiste. «La demande en énergie et en IA est sans précédent. » Ces mots ne sont pas ceux d'un dirigeant enthousiaste du secteur de la tech, mais ceux de Jeff Miller, PDG de Halliburton, l'une des plus grandes sociétés mondiales de services pétroliers, lors d'une conférence téléphonique sur les résultats financiers tenue en octobre.

1e partie

Par Derek Seidman(*)

À l'instar d'une multitude d'autres entreprises liées à l'industrie du gaz de schiste, Halliburton se tourne vers le boom des centres de data avec de nouvelles centrales électriques au gaz émettant du méthane afin d'alimenter la bulle de l'intelligence artificielle (IA) attisée par les milliardaires de la Silicon Valley et les élites d'entreprise partenaires.

Halliburton n'est qu'une des nombreuses entreprises du secteur des énergies fossiles qui concluent des accords pour répondre aux besoins insatiables en électricité des centres de données. Plus précisément, l'industrie du gaz naturel (fracturation hydraulique, services liés aux gisements de gaz, sociétés de pipelines, fournisseurs d'électricité) se positionne comme un sauveur intrépide, prêt à intervenir pour répondre aux besoins énergétiques illimités de l'IA.

Ce faisant, les entreprises exploitant le gaz de schiste bénéficient du soutien total de l'administration Trump, laquelle voue un culte idéologique aux énergies fossiles et entretient des relations privilégiées avec les milliardaires du secteur des énergies fossiles qui la financent. De son côté, le secteur de la tech suit le mouvement, mettant largement de côté ses prétendus engagements en faveur des énergies renouvelables.

Alors que l'urgence climatique mondiale devient de plus en plus criante, rien de tout cela n'est de bon augure. Bien qu'il soit vendu comme un combustible fossile « propre », le gaz de schiste émet énormément de méthane, l'un des gaz à effet de serre les plus puissants, et les communautés locales, souvent rurales, à faibles revenus et majoritairement noires, subissent de plein fouet à la fois les conséquences de la prolifération effrénée des centres de données et de la construction de centrales électriques à combustibles fossiles dans leur voisinage.

« L'industrie du gaz naturel est en phase directe avec celle des centres de données », a déclaré Tyson Slocum, directeur du programme Énergie de Public Citizen, à Truthout. « D'un point de vue climatique et environnemental local, les centres de données représentent un obstacle majeur à la lutte contre le changement climatique. »

« La cerise sur le gâteau »

Le gaz naturel fournit actuellement plus de 40 % de l'électricité nécessaire aux centres de données, ce qui fait des centrales électriques au gaz leur principale source d'énergie, selon l'Agence internationale de l'énergie.

La demande massive des centres de données en électricité entraîne une forte augmentation en matière de construction d'infrastructures de production d'électricité alimentées au gaz naturel.

Un analyste de McKinsey a récemment souligné que plus de 100 gigawatts (GW) de nouveaux projets alimentés au gaz sont en cours de planification. « Pour mettre ce chiffre en perspective », a-t-il déclaré, « au cours des cinq dernières années, les États-Unis n'ont augmenté leur production de gaz que d'environ 35 GW », ce qui signifie que cela représente « près du triple de ce qu'il y avait auparavant ».

Les services publics ont annoncé une série de nouveaux projets d'énergie au gaz pour 2025, ce qui explique en partie la ruée des fonds d'investissement privés vers l'acquisition de services publics. L'alimentation électrique des centres de données par les services publics devrait connaître une hausse spectaculaire de 22 % cette année.

Les leaders du secteur sont enthousiastes. « Cela fait environ 40 ou 50 ans que nous n'avons pas vu une telle croissance de la demande, ni une telle prévision de croissance », a déclaré un dirigeant du géant de l'énergie NRG. « L'IA joue évidemment un rôle important », a-t-il ajouté.

Au cours de la dernière décennie, le principal moteur de l'industrie du gaz de schiste a été l'essor de la production de gaz naturel liquéfié (GNL) destiné à l'exportation, qui s'est considérablement accélérée depuis l'administration Obama. Aujourd'hui, les États-Unis sont le premier producteur et exportateur mondial de gaz naturel.

Alors que les exportations de GNL sont sans égal en tant que « moteur de la demande et source de profits de l'industrie nationale du gaz naturel », selon Slocum, les centres de données « offrent une marge de profit supplémentaire significative ».

« Les centres de données sont de loin le facteur variable qui contribue le plus à l'augmentation de la demande en électricité », a-t-il déclaré. « Ils sont en quelque sorte la cerise sur le gâteau. »

« Aidons à assouvir cet appétit »

Avec un réseau dense de 3 millions de kilomètres de gazoducs dans le pays, Slocum affirme que l'industrie du gaz de schiste s'est positionnée comme le principal fournisseur d'énergie pour les centres de données.

En témoigne la vague d'accords conclus entre les entreprises de la chaîne d'approvisionnement en gaz de schiste (foreurs indépendants, grandes sociétés pétrolières et gazières, sociétés pipelinières et sociétés de services pétroliers) et les centres de données.

EQT, l'un des principaux producteurs américains de gaz naturel situé dans l'ouest de la Pennsylvanie, au cœur du vaste gisement de Marcellus Shale, a conclu un accord pour approvisionner deux immenses centres de données dans les Appalaches (les projets Shippingport et Homer City) avec un total de 42,48 millions de mètres cubes de gaz par jour.

« Rien que pour vous donner une idée, ça fait suffisamment de gaz naturel pour alimenter deux fois New York City », s'est réjoui Toby Rice, le PDG d'EQT, qui a aussi ajouté que Homer City et Shippingport ne sont « que les premières d'une série d'étapes dans plusieurs projets ».

EQT n'est pas le seul dans ce cas. Des géants du fracking tels que EOG et Antero Resources sont eux aussi en train de conclure des accords afin de se positionner pour approvisionner les centres de données. Comstock Resources, propriété de Jerry Jones, propriétaire des Dallas Cowboys, s'associe lui au géant des services publics NextEra afin de « permettre d'alimenter en électricité une multitude de centres de données » au Texas, selon Natural Gas Intelligence.

Chevron, la deuxième plus grande compagnie pétrolière et gazière américaine, se lance elle aussi dans la course. « Les centres de données IA requièrent d'énormes quantités d'énergie pour fonctionner », s'est enthousiasmée la société dans un communiqué de presse publié en février.

Mais n'ayez crainte, ont-ils promis. « Chevron exploite le gaz naturel pour aider à satisfaire cet appétit », a déclaré le géant pétrolier, annonçant un nouvel accord pour construire des centrales électriques au gaz destinées aux centres de données.

« Libérons l'énergie en Amérique »

Alors que les besoins énergétiques colossaux de l'intelligence artificielle orientent l'industrie du fracking vers les centres de données, les mesures politiques prises par l'administration Trump jouent également un rôle déterminant.

« La politique nationale sous Trump donne la priorité aux combustibles fossiles pour le développement des centres de données », et « en particulier en ce qui concerne le gaz naturel », a déclaré Slocum à Truthout.

« Cela apparaît clairement dans le décret présidentiel de Trump sur l'intelligence artificielle, publié en juillet, dans lequel il définit les critères que les centres de données doivent remplir pour bénéficier d'une autorisation accélérée, et qui énumère toutes les sources d'énergie à l'exception de l'éolien et du solaire », a ajouté Slocum.

Ce décret de juillet 2025, intitulé « Accélérer l'octroi de permis fédéraux pour les infrastructures de centres de données », souligne clairement le rôle des combustibles fossiles dans l'alimentation des centres de données. Il définit les « Composants concernés », les « matériaux, produits et infrastructures nécessaires à la construction de centres de données », en utilisant un langage qui met en avant les « infrastructures énergétiques » telles que les « gazoducs ou les conduites de raccordement », les « turbines à gaz naturel » et les « équipements au charbon », sans aucunement mentionner les mots « éolien » ou « solaire ».

Comme l'écrit Slocum, « un centre de données qui prévoit d'utiliser l'énergie éolienne et solaire ne pourra pas bénéficier d'un traitement accéléré, contrairement à une installation fonctionnant aux énergies fossiles », ajoutant que les centres de données fonctionnant aux énergies fossiles pourraient également bénéficier de subventions fédérales directes.

Cette formalisation de la politique nationale en faveur des combustibles fossiles comme principale source d'énergie pour les centres de données va dans le sens de la promesse électorale de Donald Trump « Drill Baby Drill » (Fore, chéri, fore) et de son décret présidentiel de janvier 2025 résolument pro-combustibles fossiles intitulé « Unleashing American Energy » (Libérer l'énergie américaine).

Depuis son entrée en fonction en janvier 2025, l'administration Trump a déclaré la guerre aux énergies renouvelables, gelant les permis pour les projets solaires et éoliens et dénigrant les éoliennes.

Trump et les PDG des énergies fossiles

L'engagement idéologique de Trump à alimenter les centres de données en électricité produite à partir de combustibles fossiles est étroitement lié à ses relations privilégiées avec les milliardaires du secteur du fracking qui ont contribué à financer sa réélection en 2024.

(A suivre)

TUNISIE

Près des deux tiers de la dette extérieure en euro

Afin décembre 2025, l'encours de la dette publique tunisienne a atteint 141 665,4 millions de dinars, soit 82,1% du Produit intérieur brut (PIB). Au terme de l'année 2025, l'encours de la dette extérieure de la Tunisie a atteint un montant de 55 487,3 millions de dinars, soit 39,2% du total de la dette publique.
La structure de la dette extérieure tunisienne met en évidence une dépendance marquée à l'euro, révélatrice de l'ancrage économique et financier du pays avec l'espace européen, mais aussi source de vulnérabilité en période de tensions sur le marché des changes.
Selon la répartition par devises, l'euro représente 63,7% de la dette extérieure, soit près des deux tiers du total. Cette prédominance signifie que toute dépréciation du dinar face à la monnaie unique renchérit mécaniquement le coût du service de la dette (principal et intérêts) une fois converti en Dinar tunisien. À terme, l'impact se traduit par une pression accrue sur le budget de l'État et sur les réserves en devises, particulièrement lorsque les échéances sont importantes.
Le dollar arrive en deuxième position avec 23,4% de l'encours, une part non négligeable qui expose la Tunisie aux fluctuations d'une devise fortement liée aux cycles financiers mondiaux et aux décisions de politique monétaire américaine. En période de dollar fort, la charge de la dette libellée en USD tend à augmenter, ce qui peut compliquer la gestion de trésorerie et les arbitrages budgétaires.
Le yen japonais ne pèse que 6%, tandis que les "autres devises" totalisent 6,9%. Ces parts restent limitées mais contribuent à une diversification relative, sans toutefois compenser la forte concentration sur l'euro.
Cette configuration relance le débat sur la stratégie de gestion de la dette : rechercher des financements aux conditions les plus favorables tout en limitant l'exposition au risque de change, via une diversification prudente des devises, une optimisation des maturités et, lorsque cela est possible, des mécanismes de couverture.

Agence

ACHETEURS D'ÉLECTRICITÉ RENOUVELABLE EN 2025

L'égyptien Egypt Aluminium se classe au 6e rang mondial

En Égypte, l'essor des énergies renouvelables ne se limite plus aux projets publics et aux développeurs internationaux. Il se traduit aussi dans les choix énergétiques des grands industriels du pays. L'industriel égyptien Egypt Aluminium se classe au 6e rang mondial des acheteurs d'électricité renouvelable parmi les entreprises en 2025, selon le rapport « 1H 2026 Corporate Energy Market Outlook » publié le jeudi 19 février par Bloomberg NEF.

Synthèse Rédaction Internationale

Cette étude analyse les contrats d'achat d'électricité propre signés par des entreprises à travers le monde, et pour cette dernière édition, elle met en évidence un ralentissement du marché ainsi qu'une concentration accrue autour de grands acteurs.
Avec un peu plus de 1 GW contracté sur l'année, l'industriel égyptien est le seul acteur africain présent dans le Top 10 mondial. Ce volume correspond au contrat signé en mars 2025 avec le norvégien Scatec pour un projet solaire de 1,1 GW, accompagné d'un système de stockage de 100 MW de puissance pour 200 MWh de capacité en Égypte.
Premier producteur d'aluminium et principal consommateur industriel d'électricité au pays des pharaons, Egypt Aluminium exporte environ 60 % de sa production vers l'Europe. Son engagement en faveur de l'électricité propre vise à réduire l'empreinte carbone de ses produits, avec l'entrée en vigueur du mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières.
Scatec, qui est très actif sur le continent africain, notamment en Égypte, mais aussi en Afrique du Sud où il vend de l'électricité propre à des industriels, figure aussi parmi les principaux vendeurs mondiaux recensés par BloombergNEF en 2025. Cette présence de Scatec et d'Egypt Aluminium confirme que l'industrie africaine s'engage désormais dans la transition énergétique, pour des raisons de fiabilisation de l'approvisionnement électrique, mais aussi pour s'inscrire dans la durabilité et sécuriser ses parts de marché.
Au niveau mondial, les volumes de contrats d'achat d'électricité renouvelable signés par des entreprises ont atteint 55,9 GW en 2025, en baisse de 10 % par rapport au record de 2024. Les contrats intégrant stockage et solutions hybrides ont représenté 5,8 GW, tandis que les produits dits « baseload-like » (soit la quantité minimale d'électricité qu'un fournisseur doit livrer de manière continue) ont compté pour 5,2 GW, sur un marché largement dominé par les grands groupes technologiques comme Meta, Amazon ou encore Google.

QATAR

Sixième centre mondial de technologie financière islamique

Le "Global Islamic Fintech Report" (GIFT) 2025-2026 révèle que le Qatar occupe la sixième place mondiale parmi les plus grands centres de technologie financière islamique, et se classe septième dans l'indice international des environnements les plus favorables à ce secteur.
Publié par la société américaine "Dinar Standard Research and Consulting" et par "Ellipsis", cabinet de conseil et d'investissement spécialisé dans le financement numérique, en collaboration avec le Qatar Financial Centre (QFC), le rapport estime la taille du marché qatari des technologies financières islamiques à 3,1 milliards de dollars pour la période 2024-2025.
Ce marché devrait enregistrer une croissance annuelle composée de 9 %, atteignant 4,8 milliards de dollars d'ici 2029.
Mr Hank Jan Hoogendorn, Directeur général du secteur des services financiers au QFC, a souligné que le centre poursuit ses efforts pour créer un environnement favorable aux entreprises, conformément au troisième plan stratégique du secteur financier du pays, afin de renforcer l'efficacité et l'accessibilité des services financiers numériques.

Croissance mondiale du secteur

À l'échelle internationale, le rapport prévoit une croissance annuelle de 11,5 % du secteur dans les pays membres de l'Organisation de coopération islamique (OCI). La taille du marché mondial passerait ainsi de 198 milliards de dollars en 2024 à environ 341 milliards de dollars en 2029.
Selon le rapport, l'Arabie saoudite, l'Iran, la Malaisie, les Émirats arabes unis, l'Indonésie et le Koweït dominent le marché en termes de volume de transactions, chacun dépassant les 3,1 milliards de dollars en 2024-2025. Ensemble, ces six marchés représentent 93 % du volume total des technologies financières islamiques.

R.I.

MAURITANIE

Quand la spéculation étrangle le panier des ménages

En ce mois béni de Ramadan, période de solidarité et de partage par excellence, les marchés mauritaniens offrent un spectacle préoccupant : celui d'une flambée continue des prix des produits de première nécessité. Riz, sucre, huile, farine… autant de denrées essentielles dont le renchérissement brutal met à rude épreuve des ménages déjà fragilisés, en particulier les femmes qui portent au quotidien la charge de l'équilibre alimentaire des familles.
Le Ramadan ne devrait jamais devenir une saison de profits excessifs au détriment des plus vulnérables. Or, chaque année, le même scénario se répète : certains opérateurs économiques profitent de l'augmentation de la demande pour imposer des marges abusives, parfois en violation flagrante des prix officiellement fixés. Cette situation nourrit un sentiment d'injustice sociale et fragilise la confiance entre citoyens, commerçants et pouvoirs publics.
En tant que Mouvement engagé pour la justice sociale, nous estimons que la responsabilité première incombe aux autorités chargées du contrôle économique. Fixer des prix ne suffit pas ; encore faut-il s'assurer de leur application effective sur le terrain. Les missions d'inspection doivent être visibles, régulières et dissuasives. Là où la sanction est rare ou tardive, la spéculation trouve un terrain fertile. Le respect des prix réglementés constitue aujourd'hui un test de crédibilité pour l'action publique. Nous attirons également l'attention sur la réalité quotidienne de milliers de familles mauritaniennes dont le pouvoir d'achat demeure structurellement faible.
Dans de nombreux quartiers, les ménages — souvent dirigés ou soutenus par des femmes — font face à des défis persistants : accès irrégulier à l'eau courante, insalubrité de l'environnement urbain, pression des dépenses essentielles. Dans ce contexte, chaque hausse du panier alimentaire aggrave la précarité et menace la dignité des foyers. Face à cette situation, nous appelons à une réponse publique ferme et immédiate. Nous exhortons le Président de la République à exiger de toutes les administrations concernées une rigueur sans faille dans le contrôle des marchés et le respect des prix fixés.
Le moment exige des mesures visibles, des sanctions exemplaires et une présence renforcée des équipes de contrôle sur l'ensemble du territoire. Parallèlement, nous invitons les consommateurs — et en premier lieu les femmes, vigies du budget familial — à ne plus rester silencieux face aux abus. Dénoncer la spéculation, exiger l'affichage clair des prix et privilégier les commerçants responsables constituent des actes citoyens essentiels. La protection du pouvoir d'achat est une responsabilité collective. Le mois de Ramadan est un temps de foi, mais aussi un moment de vérité sociale. Garantir des prix justes et accessibles relève d'une exigence morale autant que politique.
Le Mouvement des Femmes Leaders pour la Justice et l'Équité Sociale en Mauritanie restera mobilisé pour que la solidarité proclamée durant ce mois sacré se traduise concrètement dans les marchés et dans la vie quotidienne des familles.

R.I.

POUR MODERNISER SON ÉLEVAGE DE BÉTAIL

Le Nigeria s'associe au Brésil et au Royaume-Uni

Au Nigeria, le sous-secteur de l'élevage représente environ 2 à 5 % du PIB et contribue à hauteur de 35 % au PIB agricole. Le gouvernement qui souhaite améliorer la productivité de son cheptel, renforce sa collaboration avec des partenaires étrangers.

Rédaction internationale/agence

Le Nigeria s'est engagé dans un partenariat trilatéral avec le Brésil et le Royaume-Uni à travers le projet « Initiative trilatérale pour des systèmes bovins intelligents face au climat », dont l'objectif est d'améliorer la productivité du bétail grâce aux nouvelles technologies. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le dimanche 22 février sur le site du ministère en charge du Développement de l'élevage.

Cette initiative vise à identifier et évaluer les innovations numériques pour l'élevage, telles que les colliers intelligents, les systèmes de capteurs, les outils de surveillance environnementale et les registres numériques.

Elle cherche également à renforcer la surveillance numérique et les systèmes de santé animale de précision grâce à des approches basées sur les données.

« Les dispositifs de surveillance numériques fixés aux animaux, les systèmes de vidéosurveillance à distance et les capteurs environnementaux peuvent générer des données détaillées en temps réel, bien au-delà de ce que permet l'observation traditionnelle.

Si nous intégrons ces informations dans

une plateforme de données partagée et appliquons l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle, nous pouvons générer rapidement des informations innovantes pour améliorer les systèmes d'alimentation, accroître la productivité, renforcer la résilience, augmenter la rentabilité et, finalement, réduire les émissions de gaz à effet de serre issues des activités agricoles », peut-on lire dans le communiqué.

Dans le cadre de ce partenariat, il est prévu que le Brésil apporte son expérience dans la transformation des systèmes de production bovine qui affiche des similitudes climatiques et écosystémiques avec certaines régions du Nigeria, tandis que le Royaume-Uni contribuera par son expertise en analyse de données et intelligence artificielle pour soutenir l'initiative.

Pour l'heure, les détails supplémentaires concernant notamment le programme de mise en œuvre ne sont pas encore connus.

Quoi qu'il en soit, ce besoin affiché de moderniser le système d'élevage de bétail intervient alors qu'Abuja affiche de grandes ambitions de croissance pour son industrie laitière.

En juin dernier, le gouvernement annonçait ainsi son intention de doubler la production laitière pour la porter à 1,4 million de tonnes d'ici 2030, avec l'appui du secteur privé et des partenaires internationaux.

Le Brésil a été le 5ème producteur mondial de produits laitiers après l'Inde, les USA, le Pakistan et la Chine, avec une offre de 36,6 millions de tonnes en moyenne par an entre 2021 et 2023, d'après la FAO. De son côté, le Royaume-Uni a été le premier producteur de produits laitiers en Europe en dehors de l'UE, avec une offre évaluée à 15,5 millions de tonnes en moyenne par an sur la même période.

TANZANIE

La durée de vie de la future mine d'or Nyanzaga prolongée à 16 ans

En juin 2025, le groupe australien Perseus Mining a annoncé le lancement des travaux de construction de sa future mine d'or Nyanzaga, en Tanzanie. Ce projet vise à renforcer son portefeuille avec un nouvel actif capable de produire 200 000 onces d'or par an. En Tanzanie, les réserves exploitables de la future mine d'or Nyanzaga atteignent désormais 4 millions d'onces, soit une hausse de 73 % par rapport à l'estimation précédente de 2,3 millions d'onces publiée en avril 2025. Cette mise à jour, annoncée le vendredi 20 février par l'opérateur australien Perseus Mining, a conduit à prolonger la durée de vie prévue du projet à 16 ans. Concrètement, cette nouvelle estimation reflète une augmentation du nombre d'onces d'or exploitables, une fois la future mine Nyanzaga opérationnelle. Alors que Perseus Mining prévoyait initialement une durée de vie de 11 ans, la hausse des réserves renforce le potentiel de l'actif. Sur les 16 années désormais envisagées, la société compte produire plus de 200 000 onces d'or par an pendant 14 ans, soit de l'exercice 2028 à 2041. Pour rappel, les travaux préliminaires de construction de la mine Nyanzaga ont débuté en juin 2025, pour un coût total estimé à 523 millions USD. En révisant son plan minier, Perseus Mining intègre ainsi plus durablement Nyanzaga dans sa stratégie de croissance en Afrique, où elle exploite déjà trois autres mines d'or : Edikan au Ghana, ainsi que Yaouré et Sissingué en Côte d'Ivoire. Il en est de même pour la Tanzanie qui peut ainsi bénéficier plus longtemps des recettes minières générées par cette future mine. Agence

HORTICULTURE

Le Sénégal implante un entrepôt frigorifique à Ngomène

L'horticulture est l'une des filières agricoles les plus vulnérables aux pertes post-récolte, notamment en raison de la nature périssable de ses produits. Au Sénégal, où la production de la filière se renforce, le développement des infrastructures de stockage est devenu une priorité.

Au Sénégal, Serigne Guéye Diop, ministre de l'Industrie et du Commerce, a donné le coup d'envoi des travaux de construction d'un entrepôt frigorifique basé à Ngomène dans la région de Thiès. Cette nouvelle infrastructure, consacrée à la conservation d'oignons et de pommes de terre, sera dotée d'une capacité initiale de 250 000 tonnes extensible à 1 million de tonnes à long terme, afin d'assurer la conservation des produits sur 12 mois. Selon les informations relayées par les médias locaux, l'ambition affichée à travers cette démarche est de supprimer les pertes post-récolte, estimées entre 30 % et 40 % de la production nationale de la zone de Ngomène au cours des deux prochaines années.

Un vaste projet de plus de 300 millions $

La construction du site de Ngomène s'inscrit dans le cadre d'un programme baptisé « Agricool », qui prévoit la mise en place de plusieurs installations ultramodernes de conservation sous atmosphère contrôlée afin de moderniser la chaîne de stockage agricole. Ledit programme est structuré autour d'un partenariat public-privé (PPP) de 170 milliards FCFA (314,8 millions $) signé en septembre dernier entre le ministère du Commerce et la société Agricool. Selon les responsables du projet, il est notamment prévu la construction de 10 infrastructures similaires au site de Ngomène dans les zones stratégiques de production, parmi lesquelles figurent les Niayes, la Casamance, Matam ainsi que le centre et l'est du pays. Une chambre froide additionnelle de 2 500 tonnes est prévue à Kayar d'ici 2027.

Agence

ANGOLA

Azule Energy démarre la production du champ pétrolier Ndungu

L'Angola qui fait face à l'arrivée à maturité de plusieurs de ses gisements pétroliers producteurs cherche à stabiliser sa production autour de 1 million de b/j. Azule Energy, à travers le bloc offshore 15/06 est appelée à jouer un rôle clé dans la concrétisation de cette ambition.

En Angola, Azule Energy issue de l'association entre BP et Eni, a annoncé le démarrage de la production du champ pétrolier offshore Ndungu, situé dans le bloc 15/06. Dans un communiqué conjoint publié le 18 février dernier avec l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocarburants (ANPG), la coentreprise indique que le champ a atteint son « first oil », c'est-à-dire son premier baril extrait, marquant le début de la production commerciale.

Dans le détail, la coentreprise précise que le projet prévoit 11 puits au total, dont sept serviront à extraire le pétrole tandis que les quatre autres seront utilisés pour réinjecter de l'eau dans le sous-sol afin de maintenir la pression et soutenir l'extraction. Trois puits produisent déjà, précise la même source. À sa capacité maximale, la joint-venture indique que le champ Ndungu, qui fait partie du projet Agogo Integrated West Hub, atteindra une production d'environ 60 000 barils par jour.

Ndungu est situé à environ 10 kilomètres d'une unité flottante de production baptisée Ngoma. Il s'agit d'un navire industriel installé en mer qui permet de traiter, stocker puis transférer le pétrole vers des tankers. Le site se trouve dans des eaux d'environ 1100 mètres de profondeur.

Vendredi 20 février, Eni a communiqué sur ce développement. Selon la compagnie, « L'intégration progressive du projet Agogo Integrated West Hub, avec le champ Ndungu produisant d'abord via le FPSO N'Goma puis ultérieurement via le FPSO Agogo, permettra d'assurer une production durable à long terme dans le bloc 15/06 et de contribuer de manière significative à la production nationale de l'Angola, conformément aux objectifs stratégiques pétroliers du pays ». La société ajoute « Ensemble, Agogo et Ndungu devraient atteindre un pic de production d'environ 175 000 barils par jour sur les deux champs ».

R.I.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales font face à l'incertitude commerciale

Les Bourses mondiales évoluent sans direction commune, la prudence étant de mise avec l'entrée en vigueur de la nouvelle surtaxe mondiale voulue par le président américain Donald Trump et la méfiance autour des valeurs liées à l'intelligence artificielle (IA).

Dans les premiers échanges européens, la Bourse de Paris perdait 0,29%, Francfort 0,24%, Londres 0,06% et Milan 0,42%. "En Asie, les marchés actions résistent globalement à la faiblesse américaine", commente Jim Reid, économiste à la Deutsche Bank.
A la Bourse de Tokyo, au lendemain d'un jour férié, l'indice vedette Nikkei a clôturé en hausse de 0,87%. Séoul a gagné 2,11% et Taipei 2,75%.
En Chine continentale, les marchés ont rouvert après les longs congés du Nouvel An lunaire: Shanghai a terminé en hausse 0,87% et Shenzhen de 1,36%. La Bourse de Hong Kong perdait 1,71% dans les derniers échanges, "pénalisé par les valeurs technologiques et pharmaceutiques", note M. Reid.
"Les investisseurs restent prudents quant à la bulle liée à l'IA et n'ont pas accueilli favorablement la décision de la Cour suprême des États-Unis d'invalider les droits de douane", résument les analystes de Natixis.
Les investisseurs doutent de la rentabilité des dépenses colossales des groupes de la tech dans l'IA, que ces entreprises financent de plus en plus en s'endettant, alors qu'auparavant elles utilisaient leur propre trésorerie. Les conséquences de l'IA sur le modèle économique de nombreuses activités inquiètent également.
La nervosité autour de l'IA s'est étendue aux valeurs de la livraison et des paiements, dans le sillage d'une étude publiée par Citrini Research présentant l'hypothèse d'un "chômage massif des cols blancs d'ici deux ans", explique Ipek Ozkardeskaya, analyste senior chez Swissquote.
Les entreprises axées sur les logiciels et les données reculent encore mardi, relève Derren Nathan, directeur de la recherche actions chez Hargreaves Lansdown.
A Londres, Sage Group perdait 0,64%, RELX 0,84%, Experian 0,36% et London Stock Exchange Group 0,80% vers 08H30 GMT. A Paris, Capgemini cédait 2,85%. A Francfort, SAP lâchait 2,17%.
Dans ce contexte de méfiance autour des valeurs liées à l'IA, les résultats trimestriels du mastodonte des puces et symbole de l'engouement pour l'IA Nvidia seront particulièrement scrutés mercredi soir.

Retour de l'incertitude commerciale

Sur le plan commercial, les nouveaux droits de douane mondiaux de 10% annoncés par Donald Trump dans la foulée du camouflet infligé vendredi par la Cour suprême sont entrés en vigueur mardi.
Cette nouvelle surtaxe, dont le décret a été signé dès vendredi, vise à remplacer les droits de douane indiscriminés existants jusqu'ici, ainsi que ceux prévus par les différents accords commerciaux signés depuis leur entrée en vigueur avec la plupart des gros partenaires des Etats-Unis.
Elle ne remplace pas, en revanche, les droits de douane dits sectoriels, allant de 10% à 50% sur un certain nombre de secteurs d'activité tels que le cuivre, l'automobile ou le bois de construction, qui n'étaient pas concernés par la décision vendredi de la haute juridiction d'invalider une bonne partie des surtaxes imposées par le président américain.
Ces nouveaux droits de douane ont "ravivé l'incertitude, notamment autour des accords commerciaux conclus l'an dernier par les États-Unis", note Jim Reid.
Le Parlement européen a suspendu lundi la procédure de mise en oeuvre de l'accord commercial entre l'UE et les Etats-Unis, dans l'attente d'"éclaircissements" de Washington.
Face aux incertitudes liées à la politique commerciale des États-Unis, le dollar restait stable par rapport à l'euro (+0,06%) à 1,1779 dollar pour un euro vers 08H30 GMT.

L'automobile européenne redémarre

"Après les baisses de cours enregistrées par les valeurs automobiles cycliques, quelques chasseurs de bonnes affaires se manifestent à l'ouverture (des marchés européens)", observe Andreas Lipkow pour CMC Markets.
A Paris, Stellantis gagnait 2,75% et Renault 1,84% vers 08H30 GMT. A Francfort, Mercedes-Benz prenait 1,32%, Volkswagen 1,15%, BMW 1,35% et Porsche AG 1,43%.

Le pétrole patiente

Les cours du pétrole se stabilisent après avoir été poussés par "la prime géopolitique liée aux craintes sur l'Iran", relève Stephen Innes, gérant de SPI AM.
Vers 08H30 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,20%, à 71,63 dollars, et celui de son équivalent américain, le WTI, gagnait 0,23%, à 66,46 dollars.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 23 Février 2026
Valeur : 25 Février 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.7404	129.7554
1	EUR	EURO	153.3921	153.4358
1	GBP	POUND STERLING	175.4197	175.4874
100	JPY	JAPANESE YEN	83.9472	83.9678
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7776	18.7834
1	CHF	SWISS FRANC	167.9053	167.9899
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.8950	94.9337
1	DKK	DANISH KRONE	20.5272	20.5316
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.3679	14.3730
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.6186	13.6239
1	AED	UAE DIRHAM	35.3189	35.3297
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5836	34.5922
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.8212	425.0095
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.4648	44.9117
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1439	14.1455
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.4525	20.5576
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2607	3.2709
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.1275	178.1275

EUROPE

Les principales bourses ouvrent dans le rouge

Les principales Bourses européennes évoluent en légère baisse en début de séance mardi, les investisseurs restant prudents face aux tensions commerciales et analysant une nouvelle série de résultats d'entreprises. À Paris, le CAC 40 perd 0,20% à 8.480,06 points vers 08h03 GMT. À Francfort, le Dax recule de 0,11% et à Londres, le FTSE 100 cède 0,22%.
L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,17%, le FTSEurofirst 300 perd 0,22% et le Stoxx 600 recule de 0,18%.
L'incertitude commerciale pénalise mardi les marchés d'actions, alors que le président américain Donald Trump, furieux de la décision de la Cour suprême d'annuler ses droits de douane, a imposé de nouvelles surtaxes de 15% sur les importations et menace ses partenaires de nouvelles mesures tarifaires.
Les investisseurs cherchent avant tout à connaître l'impact des annonces sur les accords commerciaux bilatéraux en vigueur, et seront très attentifs mardi soir au discours annuel sur l'état de l'Union que doit prononcer le locataire de la Maison blanche.
En attendant, le marché examine une série de résultats d'entreprises publiés avant l'ouverture des Bourses.
À Paris, le spécialiste des titres-restaurant Edenred, qui a dépassé ses objectifs en 2025, grimpe de 8,5%.
L'équipementier automobile Forvia, qui a publié mardi des résultats annuels et ses perspectives à moyen-terme, avance de 2,3%, un gain qui intervient toutefois au lendemain d'une séance difficile pour l'action après les prévisions décevantes de sa filiale Hella.
Solvay prend près de 3% dans les premiers échanges, le groupe chimique belge ayant annoncé mardi anticiper un Ebitda sous-jacent compris entre 770 et 850 millions d'euros en 2026.
Ailleurs en Europe, Novo Nordisk reste sous pression (-2,25%) après avoir chuté de plus de 16% la veille, son médicament expérimental contre l'obésité, CagriSema, s'étant révélé moins efficace que le tirzepatide de l'Américain Eli Lilly lors d'un essai comparatif direct.

Agence

BOURSE ZURICH

Hésitante face aux ersatz de droits de douane US

La Bourse suisse tergiversait mardi dans les premiers échanges, dans une nuée de résultats et de nouvelles d'entreprises. Les intervenants tentaient avant tout de s'orienter dans la nébuleuse des droits de douane étasuniens, à l'aube de l'application de leur version remaniée, suite au désaveu infligé par la Cour Suprême à cette mesure phare du second mandat de Donald Trump.
Les nouveaux droits de douane mondiaux de 10% visent à remplacer les droits de douane indiscriminés existants jusqu'ici, ainsi que ceux prévus par les différents accords commerciaux signés depuis leur entrée en vigueur avec la plupart des gros partenaires du pays de l'oncle Sam.
"Pas facile pour les investisseurs de se faire un idée précise de la situation sur les marchés financiers," résume Andreas Lipkow, analyste en chef chez CMC Markets, qui observe un repli sur les valeurs défensives.
L'expert évoque pêle-mèle le conflit commercial, les tensions entre Washington et Téhéran, les aléas conjoncturels, ainsi que de nouvelles craintes liées à l'irruption de l'intelligence artificielle dans divers secteurs.
L'agenda conjoncturel se résume à des indications sur le marché immobilier, les ventes au détail la confiance des consommateurs, ou encore la production industrielle régionale outre-Atlantique, agrémentées d'une kyrielle de prises de paroles par des responsables de la Réserve fédérale (Fed).
A 09h10, le Swiss Market Index (SMI) s'accrochait à l'équilibre (+0,03% à 13'876,44 points), tandis que le Swiss Leader Index (SLI) des trente valeurs vedettes égarait 0,05% à 2188,41 points et le Swiss Performance Index (SPI) élargi 0,06% à 19'040,68 points. Treize des trente principales valorisations progressaient, seize reculaient et le gestionnaire de marques de luxe Richemont stagnait. La mouvement était emmené par le chimiste de la construction Sika (+2,2%) et son homologue des arômes et parfums Givaudan (+2,0%).

Agence

ETATS- UNIS

FedEx porte plainte contre le gouvernement américain et demande le remboursement des droits de douane

Le géant américain de la logistique FedEx a engagé une procédure judiciaire contre le gouvernement des États-Unis, réclamant le remboursement de droits de douane qu'il estime avoir acquittés à tort. Cette action intervient dans la foulée d'une décision retentissante de la Cour suprême des États-Unis, qui a invalidé une partie des surtaxes commerciales imposées sous la présidence de Donald Trump.

Synthèse Rédaction internationale

Selon un document judiciaire consulté par l'AFP, FedEx a saisi le Tribunal américain du commerce international afin d'obtenir le remboursement « des droits perçus (…) sur toutes les importations » concernées par ces surtaxes désormais jugées illégales, assorti des intérêts prévus par la loi. Il s'agit de la première plainte déposée par une grande entreprise américaine depuis le revers infligé par la haute juridiction à l'ancien président sur sa politique commerciale.

Au cœur du litige figure l'usage par l'exécutif de pouvoirs d'urgence pour instaurer des droits de douane sur un large éventail de produits importés, sans validation explicite du Congrès. Dans son arrêt rendu vendredi, la Cour suprême a estimé que le président avait outrepassé ses prérogatives constitutionnelles en contournant le pouvoir législatif. Cette décision pourrait faire jurisprudence et ouvrir la voie à une vague de contentieux similaires.

Les enjeux financiers sont considérables. Selon des analystes cités dans le dossier, les entreprises américaines auraient versé plus de 130 milliards de dollars de droits de douane en 2025 au titre de ces mesures. Si les tribunaux donnaient raison aux plaignants, l'État fédéral pourrait être contraint de rembourser une partie substantielle de ces montants, ce qui représenterait un précédent budgétaire majeur. Interrogé sur la question des remboursements, Donald Trump a affirmé que le sujet n'avait « pas été abordé » par la Cour suprême, estimant que le contentieux pourrait s'étendre sur plusieurs années. De fait, la bataille judiciaire ne fait que commencer. Plusieurs groupes avaient d'ailleurs anticipé le verdict en engageant des recours préventifs, à l'image de la chaîne de distribution Costco et de la filiale américaine du constructeur japonais Toyota.

Pour FedEx, dont l'activité dépend étroitement des flux internationaux de marchandises, ces surtaxes ont pesé sur les coûts d'importation et la compétitivité. En contestant leur légalité, l'entreprise entend non seulement récupérer les sommes versées, mais aussi défendre un cadre commercial jugé plus prévisible.

Au-delà du cas FedEx, cette affaire relance le débat sur l'équilibre des pouvoirs en matière de politique commerciale et sur l'impact des décisions unilatérales sur les entreprises américaines. Les prochains mois diront si la décision de la Cour suprême marque un tournant durable dans la gouvernance du commerce extérieur des États-Unis.

JAPON

Le pouvoir d'achat du yen au plus bas depuis 1973

Le pouvoir d'achat du yen a atteint en janvier son plus bas niveau depuis l'introduction des taux de change flottants en 1973, selon les données publiées par la Banque des règlements internationaux (BRI).

Le taux de change effectif réel du yen s'est établi à 67,73 en janvier, contre un pic de 193,95 enregistré en avril 1995. Cet indicateur, qui mesure la valeur d'une monnaie par rapport à un panier de devises ajusté de l'inflation, reflète sa capacité à acheter des biens et services à l'étranger.

Le niveau actuel représente environ un tiers de son sommet de 1995. Depuis lors, la monnaie japonaise s'est dépréciée face à plusieurs grandes monnaies, notamment le dollar, l'euro et le yuan.

Parmi les facteurs explicatifs figurent la stagnation économique prolongée ayant suivi l'éclatement de la bulle financière du début des années 1990 et l'affaiblissement de la croissance potentielle. Estimée à environ 1 % au milieu des années 1990, celle-ci est tombée à un niveau proche de zéro à la fin des années 2010, dans un contexte de faible inflation et de taux d'intérêt durablement bas, pesant sur la monnaie.

Face à la hausse récente des prix et des salaires, la Banque du Japon s'oriente vers une normalisation de sa politique monétaire et envisage de nouvelles hausses de son taux directeur, actuellement fixé à 0,75 %.

Selon les estimations, un relèvement de 0,25 point de pourcentage alourdirait d'environ 18.000 yens par an la charge des ménages endettés. Il réduirait également les bénéfices d'exploitation de 0,9 % pour les entreprises non financières, et jusqu'à 5,1 % pour les petites entreprises dont le capital est inférieur à 10 millions de yens.

APS

ALLEMAGNE

L'activité économique continue de s'améliorer

L'activité continue de s'améliorer. Le PMI manufacturier repasse en février en expansion pour la première fois depuis plus de trois ans et demi (50,7 ; +1,6 pt) et les indices PMI composite (53,1 ; +1,1pt m/m) et services (53,4 ; +1pt) atteignent, en février, un plus haut depuis quatre mois. Les nouvelles commandes progressent, surtout dans l'industrie.

L'indice du climat des affaires Ifo est en hausse en février (88,6?; +1pt), soutenu par la construction et les services. La situation actuelle et les perspectives s'améliorent (+1pt à 86,7 et +0,9pt à 90,5 resp.). La loi fédérale sur l'accélération de la planification et des achats de la Bundeswehr, entrée en vigueur le 14 février, devrait continuer de soutenir l'industrie.

Les prix à la production continuent de reculer (-3% a/a en janvier ; -0,5pt m/m). À venir : visite du chancelier Merz en Chine (mardi), confiance des ménages et PIB du T4 (mercredi), taux de chômage et inflation de février (vendredi).

FRANCE

Le PMI rebondit

Le PMI composite rebondit en février. Il s'approche du seuil des 50 points (+0,8 point à 49,9), soutenu par les services (+1,2 point à 49,6). Le PMI manufacturier se replie (-1,3 point à 49,9), mais sa moyenne sur 3 mois (50,6) reste la plus élevée depuis fin 2022.

La Cour des comptes estime que le déficit public aurait diminué à 5,4% du PIB en 2025, en ligne avec l'objectif gouvernemental. Cette baisse repose essentiellement sur la hausse des prélèvements obligatoires. À venir : climat des affaires INSEE (mardi) et confiance des ménages (mercredi), inflation, PIB du T4, emploi du T4.

ROYAUME UNI

L'inflation recule à 3% en janvier

Le reflux de l'inflation et la hausse du chômage renforcent le scénario d'une baisse du taux directeur à la prochaine réunion du MPC. L'inflation a reculé à 3% a/a en janvier (-0,4 pp vs. décembre) grâce aux prix de l'alimentation et du transport ; l'inflation sous-jacente tombe à 3,1% a/a (-0,1 pp vs. décembre). La croissance des salaires privés atteint un plus bas depuis 2021 (+3,4% a/a).

Le taux de chômage atteint un plus haut en cinq ans en décembre (5,2%), tandis que l'emploi salarié se replie (-11 000 m/m en janvier).

Le PMI composite progresse à 53,9 en février (plus haut depuis avril 2024). Le bon niveau d'activité s'est traduit par un surplus budgétaire record en janvier, réduisant le taux à 10 ans à un plus bas en plus d'un an (à 4,35%). Les ventes au détail augmentent très nettement en janvier (+1,8% m/m ; +4,5% a/a).

Le Premier ministre Keir Starmer souhaite accélérer le calendrier pour augmenter les dépenses de défense et n'exclut pas d'atteindre l'objectif de 3% du PIB d'ici à 2029.

ETATS UNIS

Les tarifs réciproques annulés

La Cour suprême annule les tarifs réciproques, l'administration Trump les remplace par un tarif uniforme de 15% durant 150 jours. La Cour a jugé que l'International Emergency Economic Powers Act (IEEPA) de 1977 n'accordait pas au président américain le pouvoir d'imposer des tarifs douaniers, cette prérogative relevant du Congrès. Le jugement vise les droits de douane liés au trafic de drogue (Canada, Mexique, Chine) et les tarifs réciproques. La décision pourrait remettre en cause la pérennité des accords bilatéraux signés (notamment en 2025 avec l'Union européenne, le Japon et le Vietnam). De plus, elle ouvre la voie à un éventuel remboursement des revenus douaniers perçus par les États-Unis (environ USD 160 mds) et le remplacement des tarifs réciproques par un élargissement des tarifs sectoriels. En attendant, la Maison-Blanche a officialisé des droits de douane temporaires de 10% à compter du 24 février - Donald Trump a annoncé qu'ils seraient relevés à 15% - pour tous les pays durant 150 jours (le Congrès devant donner son autorisation au-delà), et maintient les mêmes exemptions sectorielles. La croissance, pénalisée par le shutdown, déçoit au T4 2025 et les craintes concernant l'inflation demeurent. La croissance du PIB ralentit à +1,4% t/t annualisé (+4,4% au T3), pénalisée par le secteur public (contribution de -0,9pp due au shutdown) et les dépenses de consommation (+1,6% taux annualisé ou AR, -0,7pp). L'investissement reste vigoureux (+2,6% AR), soutenu par les composantes liées à l'IA (+7,4% AR pour la propriété intellectuelle, +36,1% pour les équipements liés au traitement de l'information), tandis que les autres composantes sont en repli, dont l'immobilier résidentiel (-1,5% AR).

La croissance a atteint 2,2% en 2025 contre +2,9% en 2024, permettant un acquis de +1,0 pp pour 2026. Le déficit commercial a atteint -4,6% du PIB en 2025 contre -4,4% en 2024. Les minutes de la dernière réunion du FOMC (27 – 28 janvier) indiquent que le mandat dual de la Fed mettra davantage l'accent sur la stabilité des prix, plusieurs participants mettant en garde contre davantage d'assouplissement dans un contexte d'inflation élevée.

Agence

DES CHIFFRES TOUJOURS PLUS FOUS !

OpenAI veut dépenser 600 milliards de dollars d'ici 2030…

OpenAI est extrêmement ambitieuse comme société. La preuve avec les centaines de milliards qui seront brûlés dans les prochaines années par le géant dirigé par Sam Altman.

Si l'argent est évidemment à la base de chaque entreprise économique, rarement a-t-il semblé aussi nécessaire que dans le cas de l'intelligence artificielle. Cette technologie demande en effet des investissements d'un volume inédit, pour construire d'immenses data centers et les faire fonctionner. Dans ce domaine, le précurseur du secteur, OpenAI, qui a lancé ChatGPT, est depuis longtemps transparent. Et Sam Altman compte dépenser beaucoup, et même énormément.

600 milliards de dollars de dépenses prévues pour 2030

Certains s'inquiétaient de l'avenir d'OpenAI, en se demandant si l'entreprise ne risquaient pas de tomber en faillite dans moins de deux ans, au vu de ses dépenses déjà considérées comme incroyablement importantes. Et les dernières informations que l'on a sur le sujet vont sûrement encore accroître les inquiétudes.
En effet, d'après une source de Reuters, OpenAI aurait pour ambition de dépenser tout simplement 600 milliards de dollars d'ici à 2030, et ce, simplement, pour financer de la puissance de calcul. Ce qui signifie que ces projections ne comprennent même pas les dépenses qui vont être effectuées pour les effectifs, alors que l'on vit actuellement une explosion des coûts salariaux dans l'IA. OpenAI prévoit ainsi que 46% de son chiffre d'affaires en 2025 sera utilisé pour couvrir les salaires et les avantages sociaux.

Des dépenses toujours plus élevées que les revenus ?

Autant dire que l'on ne pourra critiquer une personne qui trouverait cette situation inquiétante - surtout que, de l'autre côté, on commence déjà à voir des fissures apparaître dans le fameux projet Stargate, porté par l'administration Trump, et dont OpenAI est un des acteurs majeurs.
Autre précision, il faut noter qu'OpenAI ne pourrait pas atteindre l'équilibre financier dans les prochaines années. Car ces fameux 600 milliards de dollars, qui sont les dépenses totales en puissance de calcul au programme, vont devoir être mis en parallèle avec un chiffre d'affaires qui devrait lui atteindre les 280 milliards de dollars en 2030. Ainsi, selon la vitesse de croissance des revenus d'OpenAI, mais aussi de celle des coûts salariaux (soit deux variables difficiles à préciser aujourd'hui), le leader de l'IA pourrait être encore déficitaire à la fin de la décennie. Sera-ce une situation tenable ?

OpenAI face à une pénurie de calcul : le projet Stargate accumule les retards

Le projet le plus médiatisé de l'histoire de l'IA commence à montrer ses fissures. Ce qui manque à OpenAI, ce n'est pas l'ambition ni les capitaux. C'est la capacité à construire l'infrastructure dont ses modèles ont besoin pour fonctionner.
En janvier 2025, Donald Trump inaugurait Stargate depuis la Maison Blanche. OpenAI, Oracle et SoftBank promettaient d'investir 500 milliards de dollars dans l'infrastructure d'IA américaine, dont 100 milliards « immédiatement ». Comme le rapporte The Information, plus d'un an après, la coentreprise reste sans équipe constituée. Aucun des centres de données annoncés ne se construit sous son égide. Il faut se rappeler que ce partenariat a été bâti sur des ambitions contradictoires dès le premier jour.

Stargate, un an après : une coentreprise fantôme sans chantier ni capitaine

Les semaines qui ont suivi l'annonce présidentielle ont suffi à révéler les premières failles. Selon trois sources proches du dossier citées par The Information, personne ne savait qui devait prendre les commandes. Les responsabilités entre partenaires restaient floues. OpenAI, Oracle et SoftBank ne s'entendaient pas sur la structure même du partenariat. Le campus prévu à Abilene, au Texas, chantier phare de Stargate, a été mis en pause lors de négociations avec Oracle. OpenAI a alors perdu son entrepreneur général, faute de continuité dans les travaux. La société s'est tournée vers SoftBank pour co-développer le site.
Les tensions ont vite resurgi. OpenAI visait à faire d'Abilene son premier centre de données en propriété directe. SoftBank entendait développer et posséder le projet elle-même. Entre septembre et octobre 2025, des équipes ont multiplié les allers-retours au Japon pour tenter de convaincre Masayoshi Son, sans accord définitif. En parallèle, Oracle a décalé la livraison de plusieurs centres prévus pour 2027 à 2028. L'entreprise n'a pas non plus atteint son objectif de sécuriser 10 gigawatts de capacité auprès de ses partenaires avant fin 2025. Pour une organisation dont les dépenses dépassent un milliard de dollars par mois, chaque mois de retard aggrave l'équation financière déjà sous tension.

Ce que le fiasco de Stargate révèle vraiment sur le modèle d'OpenAI

La réalité derrière Stargate, c'est qu'OpenAI ne prévoit pas de bâtir ses propres centres de données dans un avenir proche. La stratégie s'est fragmentée : locations de capacité chez Oracle, accords avec des acteurs spécialisés comme CoreWeave, dépendance croissante au calcul externalisé. Le recul progressif de Microsoft ne fait qu'accentuer cette précarité. Dans ce secteur, chaque gigawatt coûte environ 50 milliards de dollars. Sa construction prend deux à trois ans. Les retards ont donc un prix concret. Ce n'est pas un simple retard de chantier. C'est la marque d'un modèle économique qui réclame une puissance de calcul considérable sans maîtriser les actifs nécessaires pour la garantir. L'accord signé avec NVIDIA illustre bien cette contrainte : OpenAI peut désormais financer ses puces sur la durée, plutôt que de les acheter comptant. Les acteurs historiques du cloud, Oracle en location, Amazon et Google en attente, captent désormais les contrats qu'OpenAI pensait contrôler directement. Annoncer 500 milliards depuis la Maison Blanche est à la portée d'un communiqué de presse, les matérialiser en béton et en serveurs, manifestement beaucoup moins.

Brèves

Nvidia acquiert Illumex

Selon le site Calcalistech, le spécialiste des GPU vient de mettre la main sur la start-up israélienne Illumex pour un montant estimé à 60 M$. Elle a été fondée en 2021 par Inna Tokarev Sela, ancienne vice-présidente adjointe et responsable de l'IA chez Sisense, et ancienne directrice principale du machine learning chez SAP.
La société proposer une plateforme qui transforme le corpus de données des entreprises, le langage métier en une couche sémantique utile pour les agents IA. Ces derniers pourront interpréter les prompts avec plus de précision, éliminant ainsi les erreurs d'interprétation et en garantissant la conformité. Les deux sociétés ont déjà travaillé ensemble, Illumex s'appuyant sur Nemo, Curator et Retriver pour sa plateforme.

Google investirait dans Fluidstack

Des discussions sont en cours pour que Google investisse 110 M$ dans le NCP Fluidstack. C'est ce qu'indique une source proche du dossier au Wall Street Journal. Une telle opération serait stratégique pour la firme de Mountain View pour accélérer l'adoption de ses TPU et en particulier la dernière version nommée Ironwood pour les traitements IA.
Le soutien financier pourrait passer par deux partenaires datacenters de Fluidstack en l'occurrence Hut 8 et TeraWulf.

ASML améliore la fabrication des puces

Selon Reuters, le constructeur néerlandais a annoncé avoir porté la puissance de la source lumineuse de ses systèmes de lithographie EUV (ultraviolette extrême) à 1 000W, contre environ 600W actuellement. Avec cette évolution, l'entreprise devrait accroître la production de puces jusqu'à 50 % d'ici 2030. Elle indique que ses clients pourraient traiter environ 330 plaquettes par heure d'ici 2030, contre environ 220 plaquettes par heure aujourd'hui, ce qui réduirait le coût par puce. ASML affirme pouvoir atteindre une puissance de 1 500W, voire potentiellement 2 000W à terme.

SELON MERCEDES

La Classe S, le summum du raffinement

Chaque évolution de la Mercedes Classe S vient ajouter une couche de technologie et de raffinement à l'une des voitures les plus sophistiquées du marché. L'évocation de son habitacle renvoie aux équipements dernier cri, mais aussi à une certaine idée du confort entouré de matériaux nobles, comme une profusion de cuir et parfois de bois précieux. La version 2026, revue en profondeur, apporte cependant une nouveauté inattendue à ce niveau de gamme : du tissu !

À mi-chemin entre le restylage de mi-carrière et la nouvelle génération, la Mercedes Classe S vient de subir une évolution en profondeur. Si l'on peut espérer des progrès à tous les niveaux, un point pourrait titiller les plus exigeants. À l'extérieur, les principaux changements viennent de la nouvelle calandre, plus grande et illuminée, et des optiques adoptant la technologie micro-LED et la signature lumineuse en étoile. Les évolutions qui nous intéressent ici se trouvent à l'intérieur. Cet écrin de technologie où le confort règne en maître s'est vu doté de l'Hyperscreen, cette planche de bord recouverte d'écrans presque dans son intégralité, à l'instar de ce que l'on peut retrouver dans une EQS. Le système audio Burmester est lui aussi amélioré. Comme toujours avec les modèles haut de gamme Mercedes, la qualité de fabrication est au-dessus de tout soupçon, tout comme celle des matériaux.

Cependant, au fil du configurateur, un point retient l'attention : parmi la foule de selleries disponibles, on retrouve l'intérieur Artico. Cette option gratuite peut remplacer le cuir noir de série par du tissu ! Les garnitures latérales se retrouvent recouvertes de similicuir (ou de cuir végan, pour reprendre l'appellation marketing), tout comme les parties latérales des sièges, leurs parties centrales étant entièrement habillées de tissu. Une matière simple et durable, mais que l'on est plutôt habitué à côtoyer dans des véhicules bien moins prestigieux.

Un choix éthique plutôt qu'économique

Pourquoi proposer un habitacle recouvert de tissu dans une berline luxueuse ? Pas par souci d'économie. Ainsi gréée, la grande berline est toujours disponible à partir de 119 600 € avec la motorisation 350 d. L'idée est ici d'offrir une alternative à la clientèle ne souhaitant pas de matière d'origine animale dans sa voiture. Le véganisme est un mouvement en expansion, l'engagement contre la souffrance animale en étant la lutte centrale. Si l'image courante est principalement associée à l'alimentation, l'engagement peut aller plus loin en refusant d'utiliser tout produit d'origine animale et donc, potentiellement, l'intérieur en cuir de sa Classe S. Mercedes est le premier constructeur à faire cette démarche à un tel niveau de gamme, mais chez d'autres constructeurs, l'idée a déjà fait son chemin.

Bientôt la fin du cuir ?

Pour cette clientèle, l'association PETA (People for the Ethical Treatment of Animals) a même recensé les marques proposant des modèles sans matière animale. Chez Mini, par exemple, où le cuir est en voie de disparition, mais aussi chez la maison mère BMW, qui propose en option une sellerie dite « Veganza » à base de similicuir et de tissu. La plupart des Renault récentes font aussi cette démarche en ne proposant plus du tout de cuir, mais plutôt des matières végétales. Contre toute attente, les voitures d'entrée de gamme ne sont pas systématiquement dépourvues de cuir : cette matière est encore courante pour orner les volants et autres leviers de vitesses. Certains constructeurs font toutefois la démarche inverse, comme Honda, qui affiche fièrement proposer du vrai cuir dans de nombreux modèles de sa gamme, comme la Civic restylée en septembre, par exemple.

En 1986, un homme s'est garé du mauvais côté de la pompe ; ce jour-là, il a résolu un problème embarrassant pour tous les conducteurs

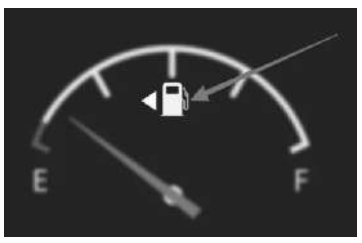
L'histoire de l'innovation automobile regorge de génies et de révolutions, mais aussi de progrès discrets nés d'erreurs anodines. En 1986, un ingénieur Ford trempé par la pluie constate qu'il s'est garé du mauvais côté de la pompe à essence. Au lieu de hausser les épaules, Jim Moylan griffonne une flèche sur le tableau de bord pour indiquer le côté du réservoir : une idée si évidente qu'elle équipe aujourd'hui presque tous les véhicules du monde.

L'histoire de l'innovation est remplie de grands noms et d'avancées épiques, mais aussi de progrès silencieux nés de petits ratés, de ces étourderies quotidiennes que n'importe qui pourrait commettre. Parfois, une simple bévue révèle un problème si courant que personne ne l'avait vraiment identifié ou su l'exprimer, et il suffit de le regarder sous un angle différent pour trouver une solution qui profite à des millions de conducteurs presque sans qu'ils s'en rendent compte. Dans ce cas, un homme a évité bien des situations gênantes à des millions de conducteurs.

De quel côté faire le plein ? Un problème universel

Vous ne connaissez peut-être pas son nom, mais l'histoire de Jim Moylan est plus importante qu'il n'y paraît. Tout commence par une scène triviale et commune : un ingénieur Ford (Moylan), trempé par la pluie, garé dans une station-service, réalise qu'il s'est placé du mauvais côté de la pompe à essence.

Là où d'autres auraient ressenti de la frustration, voire une légère gêne, lui y voit un problème quotidien qu'une solution simple, peu coûteuse et définitive pourrait résoudre. En quelques minutes, il rédige un mémo proposant un petit symbole sur le tableau de bord pour indiquer de quel côté se trouve le réservoir de carburant, autrement dit l'ouverture de la trappe à essence – une idée élégante, née d'une expérience personnelle et de la conviction qu'éliminer cette confusion ferait gagner du temps, éviterait des désagréments et, ôterait un doute un peu humiliant au moment de faire le plein qui répondrait en un clin d'œil à une question que



presque tous les conducteurs du monde entier se pose : de quel côté est située ma trappe à essence ?

Jim Moylan n'était ni une vedette médiatique ni un cadre supérieur, mais un ingénieur aguerri, formé discrètement au sein de la puissante Ford Motor Company, un homme professionnellement obsédé par les tableaux de bord attaché à l'idée de les rendre le plus clairs et utiles possible. Après avoir soumis sa proposition initiale en 1986, il n'y pense plus, mais pas l'entreprise : le symbole qu'il a esquissé sur un bout de papier passe rapidement en développement, est approuvé sans grande résistance et intégrée aux premiers modèles de la fin des années 80, prouvant qu'au sein des grandes organisations, il restait de la place pour une bonne idée, aussi modeste soit-elle et quel que soit son auteur, capable de franchir les hiérarchies pour devenir réalité.

Quelques mois passent avant que la flèche fasse sa première apparition publique, un moment presque imperceptible, discrètement nichée dans le tableau de bord d'une Ford Thunderbird 1989. Peu importe ; sa force résidait justement dans cette discrétion.

Si évidente et pratique, la concurrence la copie rapidement, et en peu de temps, elle passe d'une solution interne Ford à un standard de fait dans l'industrie automobile mondiale. Elle s'est tellement généralisée qu'elle équipe aujourd'hui pratiquement tous les véhicules au monde, y compris des voitures électriques où elle indique l'emplacement de la trappe de recharge avec la même logique imparable.

L'inventeur sans brevet (ni ego)

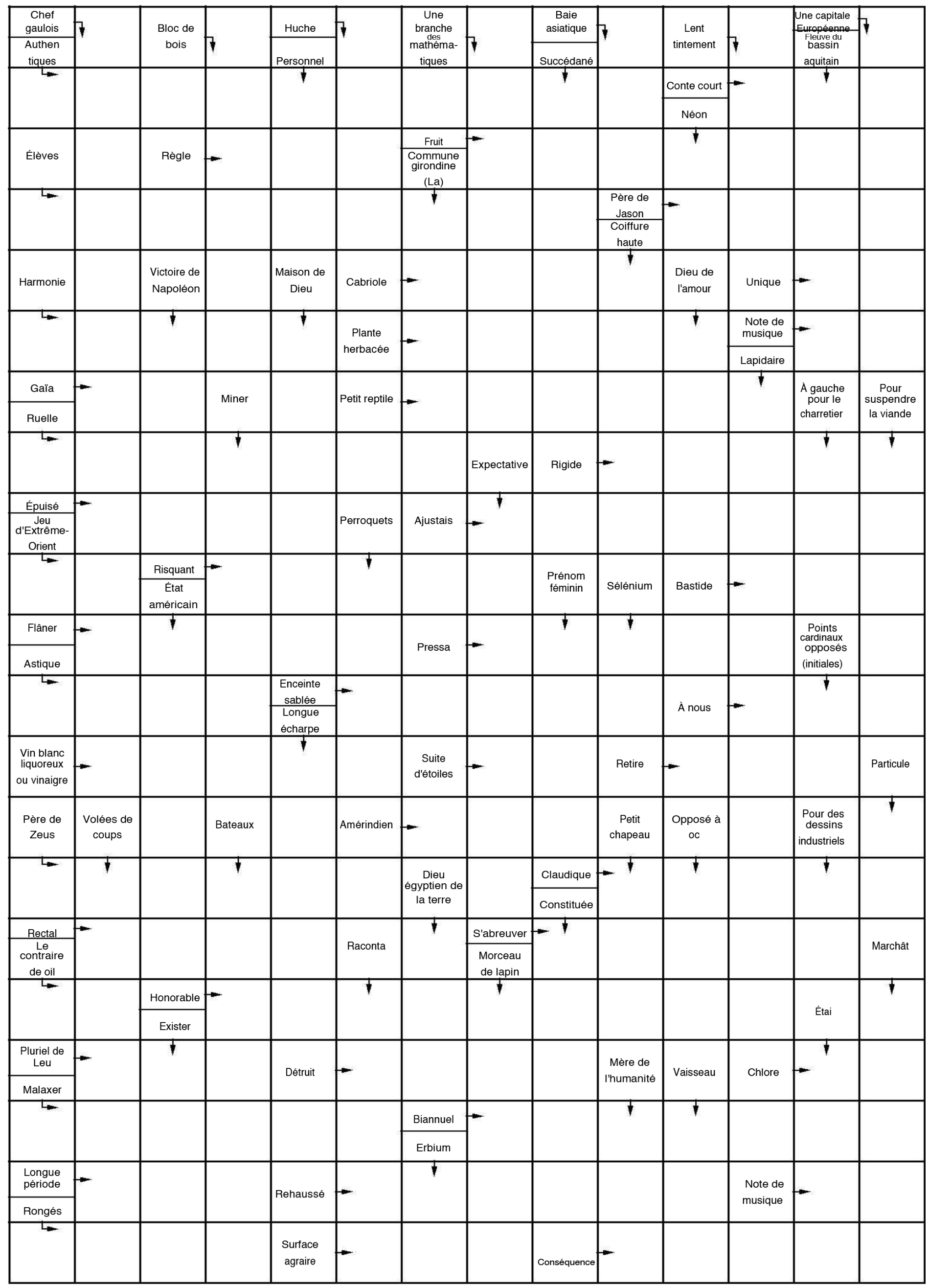
Contrairement à d'autres inventeurs, Moylan n'a jamais breveté son idée, n'a cherché ni compensation financière ni reconnaissance publique, se contentant de voir sa flèche fonctionner et aider les gens. Pendant des décennies, des millions de conducteurs ont bénéficié de son invention sans même connaître son nom, tandis qu'il observait discrètement disparaître ce petit "chemin de croix" aux stations-service, abordant parfois des inconnus pour leur expliquer l'utilité du symbole, sans jamais mentionner que c'était lui l'auteur.

Le Wall Street Journal rappelait il y a quelques semaines qu'il a fallu de nombreuses années, l'enquête fortuite d'un podcast et la redécouverte d'archives internes pour que le nom de Jim Moylan émerge et qu'il soit publiquement reconnu comme le créateur de l'une des aides automobiles les plus discrètes et universelles.

L'homme est mort sans chercher la gloire, mais il laisse un héritage qui perdure à chaque fois qu'un conducteur s'arrête à une pompe et, d'un simple coup d'œil au tableau de bord, sait exactement où se placer, nous rappelant que parfois, la vraie bonne idée consiste à résoudre l'évidence de la façon la plus simple possible.

page 15 jeux.qxp_Mise en page 1 24/02/2026 00:36 Page 1

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercreedi 25 février 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent à plus de 71,5 dollars

Les cours du pétrole restaient stables mardi, le marché suivant de près les évolutions géopolitiques dans le monde. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, grappillait 0,10% à 71,56 dollars dans la matinée. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, gagnait 0,27% à 66,49 dollars.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

31 morts et 1438 blessés en une semaine

Trente et une (31) personnes ont trouvé la mort et 1438 autres ont été blessées dans 1213 accidents de la circulation survenus durant la période du 15 au 21 février en cours, à travers le territoire national, indique mardi un bilan de la Protection civile.
Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Ain Defla où 7 personnes sont décédées et 28 autres ont été blessées dans 26 accidents, précise la même source.
Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 554 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (72), Blida (32) et Annaba (28). Durant la même période, les secours de la Protection civile ont également effectué 5969 interventions pour le sauvetage de 451 personnes en situation de danger et exécuté 5215 opérations d'assistance diverses.
S'agissant des accidents liés aux intoxications au monoxyde de carbone émanant des dispositifs de chauffage et chauffe-eau durant la même période, les secours de la Protection civile ont pris en charge 53 personnes incommodées par ce gaz, déplorant toutefois la mort d'une (1) personne à Souk Ahras.

TLEMCEN

Saisie de plus de 11 kg de kif traité et arrestation de deux individus

Les services des Douanes de la wilaya de Tlemcen ont saisi 11,5 kg de kif traité et procédé à l'arrestation de deux individus, indique mardi un communiqué de la direction régionale des Douanes de Tlemcen. La même source a précisé que l'opération a été menée par les éléments de la brigade mobile régionale de lutte contre les stupéfiants, relevant de la direction régionale des Douanes de Tlemcen. La quantité susmentionnée de kif traité a été découverte soigneusement dissimulée à l'intérieur de planches en bois dans la remorque d'un tracteur.
Le communiqué ajoute que, dans le cadre de la même opération, deux individus ont été arrêtés puis présentés devant les juridictions compétentes afin que les mesures légales nécessaires soient prises.

PROJET DE LOI ORGANIQUE RELATIF AUX PARTIS POLITIQUES

Une étape vers la promotion de la performance des partis

Le projet de loi organique relatif aux partis politiques, présenté mardi devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) pour examen, s'inscrit dans le cadre des réformes visant à promouvoir la performance des partis, à travers l'introduction de nouvelles dispositions renforçant la contribution des formations politiques à la vie publique.
Dans ce cadre, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait indiqué, lors de sa dernière entrevue périodique avec les représentants des médias nationaux, que l'amendement de la loi sur les partis, initié à la demande de ces derniers, constitue une "étape démocratique", soulignant qu'un dialogue sera engagé, après l'adoption de ce projet de loi, avec les différentes formations politiques représentatives pour discuter d'un "projet de société". Le projet de loi organique relatif aux partis politiques vise à consolider le principe du pluralisme politique consacré par la Constitution et à enrichir les dispositions encadrant la création de partis, tout en renforçant le principe de la transparence dans la gestion financière, à même de contribuer à la lutte contre les différentes formes de corruption dans la vie politique.
A ce propos, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a précisé lors d'un exposé présenté devant la Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'APN, que ce texte vise à "réorganiser la pratique politique sur des bases constitutionnelles, juridiques et institutionnelles renforcées, en vue de faire des partis un socle essentiel pour l'édification d'institutions fortes et crédibles, à même de conforter l'Etat de droit et la stabilité du pays". Ce projet de loi, constitué de 97 articles répartis sur 7 chapitres, renferme de nouvelles dispositions portant sur l'élargissement du champ de contribution des partis politique à la chose publique, à l'instar de la contribution à la mise en œuvre de la politique générale du Gouvernement et à la formulation de propositions et d'avis sur plusieurs questions, dont l'élaboration des politiques publiques.
Ce texte prévoit, par ailleurs, des sanctions juridiques visant à mettre fin au nomadisme politique des élus. En cas de nomadisme, l'élu est déchu de plein droit de son mandat électif et radié définitivement du parti politique concerné afin d'ancrer l'éthique de l'action politique.
De plus, le texte introduit de nouvelles conditions et mesures pour la création et l'agrément des partis, permettant à ces derniers de former des coalitions dans un cadre juridique bien défini, avec la possibilité de les annuler en cas de manquements. Il garantit également aux partis politiques un champ d'action élargi assurant une participation effective à la vie politique, ainsi que des moyens d'action, d'organisation et d'expression, tout en leur permettant de contester les décisions administratives devant les tribunaux.
De leur côté, les partis sont tenus de respecter les dispositions de la Constitution, les valeurs, les principes et l'identité de la société algérienne, les fondements de l'Etat algérien et tout ce qui a trait à la souveraineté, à la défense et à la sécurité nationales.
Le texte interdit également aux partis politiques d'"exercer leur activité sur une base religieuse, régionale, raciale ou toute autre considération susceptible de porter atteinte à la souveraineté nationale, à l'ordre public ou aux valeurs démocratiques", de même qu'il "leur interdit toutes relations de dépendance vis-à-vis d'intérêts étrangers et de parties étrangères".
S'agissant de l'organisation interne, le projet de loi consacre aussi le principe d'alternance démocratique, en fixant le mandat du responsable du parti à cinq ans au maximum, renouvelable une seule fois, afin de garantir l'équilibre et la stabilité au sein des formations politiques.
Concernant le financement des partis, le texte consacre la transparence et l'intégrité dans la gestion financière, à travers l'interdiction du financement étranger, l'obligation de déclaration des dons et contributions, le contrôle des comptes et la présentation d'un rapport financier annuel.
Le projet de loi renforce également la participation des jeunes et des femmes au sein des partis politiques, en obligeant les partis à fixer un quota représentatif de femmes et de jeunes dans les différentes instances et structures du parti et à l'inclure dans leurs statuts.
Le texte prévoit, en outre, la dissolution d'un parti pour non-participation à deux échéances électorales successives.

APS

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le ministre Rezig se réunit avec les opérateurs de la filière plastique

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé une réunion avec les producteurs et les importateurs de plastique destiné à l'emballage, affiliés au Conseil du renouveau économique algérien (CREA), afin d'examiner les moyens d'organiser cette filière et de réguler les mécanismes de son activité, indique le communiqué du ministère.
Cette réunion, tenue lundi en présence du président du Conseil, Kamel Moula, s'inscrit dans le cadre des réunions consultatives organisées par le secteur du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations avec les différentes filières de production.
La rencontre intervient dans le cadre de l'approche de concertation et de dialogue avec les partenaires économiques, visant à organiser la filière du plastique destiné à l'emballage et à encadrer les mécanismes de son activité afin de garantir l'équilibre du marché et de répondre aux besoins des secteurs utilisateurs de ces produits, précise le communiqué.
Lors de la réunion, l'état des lieux de la filière a été présenté, portant notamment sur les capacités de production nationale, les importations ainsi que le volume de la demande, en insistant sur l'importance d'accompagner les producteurs et importateurs à travers des mécanismes de régulation clairs, conclut le communiqué.

R E.

EL TARF

Remise en service de l'abattoir communal d'El Kala après réhabilitation

L'abattoir communal de la ville d'El Kala, dans la wilaya d'El Tarf, a été remis en service suite à des travaux de réhabilitation engagés pour assurer sa conformité aux critères de santé en vigueur, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.
Cette structure a été rouverte au début de ce mois du Ramadhan par le wali, Mohamed Meziane dans le cadre du renforcement et de l'amélioration des équipements publics et la consolidation des conditions de santé et d'hygiène publique.
L'abattoir permet de répondre aux besoins des citoyens et professionnels à qui il assure désormais la conformité de l'abattage aux normes requises après l'amélioration des conditions de travail et sa dotation d'espaces et d'équipements modernes qui garantissent la sécurité sanitaire et soutiennent l'activité économique dans la région, selon la même source.
L'opération retenue aux programmes de développement local 2025 pour une enveloppe financière de 16 millions DA a duré 90 jours, selon les mêmes services qui ont indiqué que la capacité quotidienne d'abattage de cette structure est de 150 ovins et 20 bovins.
Cet abattoir contribue à soutenir la chaine d'approvisionnement en viandes rouges dans la commune d'El Kala et les localités voisines et assure la disponibilité des produits et leur conformité aux normes de santé requises, a-t-on indiqué.
Recensement des diplômés des écoles paramédicales privées sans emploi

Le ministère annonce l'ouverture d'une plateforme numérique

Le ministère de la Santé a annoncé, mardi dans un communiqué, l'ouverture d'une plateforme numérique pour le recensement des diplômés des écoles paramédicales privées agréées, n'ayant pas obtenu d'emploi à la date de cette annonce.
"Dans le cadre de l'organisation des données statistiques relatives aux écoles paramédicales privées agréées par le ministère et de la mise à jour de la base de données, la Direction de la Formation annonce l'ouverture d'une plateforme numérique pour recenser les diplômés de ces écoles n'ayant pas obtenu d'emploi à la date du présent communiqué", précise la même source.
Cette opération vise à "établir des statistiques précises sur le nombre de diplômés sans emploi et permettre aux services compétents de préparer des mécanismes d'accompagnement et d'intégration adaptés aux besoins du secteur de la santé".
Les concernés peuvent trouver le lien de la plateforme numérique sur le site officiel du ministère de la Santé ou en accédant directement via le lien "formation-prive.sante.gov.dz", conclut le communiqué.